



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2577
22 décembre 2017
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Contre le gouvernement et sa chasse aux migrants

Français, immigrés une seule et même classe ouvrière



Hôpital public
La faillite
annoncée

p.6

Ministres
De plus en plus
de millionnaires

p.3

Catalogne
Le piège
du nationalisme

p.2

Catalogne: le piège du nationalisme

Les élections régionales du 21 décembre en Catalogne constituent un nouvel épisode du conflit qui oppose depuis des années les partisans de l'indépendance de cette région et l'État central espagnol.

Ce conflit s'est aggravé depuis l'organisation par le gouvernement régional catalan d'un référendum le 1^{er} octobre dernier, consultation qui a été suivie de la proclamation d'une république indépendante catalane.

En face, le Premier ministre espagnol de droite Rajoy, qui avait interdit le référendum et envoyé en Catalogne des policiers et des gardes antiémeutes, avait placé les institutions locales de Catalogne sous la tutelle de l'État central. Les élections organisées cette semaine doivent renouveler le Parlement catalan qui a été dissous.

Mais, quel que soit le résultat, la classe ouvrière, celle de Catalogne comme celle des autres régions, ne pourra compter que sur ses propres luttes pour défendre ses intérêts contre les classes possédantes qui exercent la réalité du pouvoir dans toute l'Espagne.

La lutte entre les nationalistes catalans et le gouvernement espagnol pour le contrôle d'une partie des institutions de l'État oppose des politiciens et des partis aussi réactionnaires et aussi antiouvriers les uns que les autres.

Tous les gouvernements espagnols, étiquetés socialistes ou de droite, n'ont cessé de s'attaquer aux droits et aux conditions de vie des travailleurs et des classes populaires pour permettre aux grandes banques et aux grandes entreprises d'augmenter leurs profits. Partout en Espagne, depuis la crise de 2008, les travailleurs subissent les licenciements, la précarité, et des millions d'entre eux sont condamnés au chômage et aux emplois à temps partiel sous-payés.

Pour tenter d'obtenir le soutien de la population face au gouvernement espagnol, les nationalistes prétendent qu'une Catalogne indépendante se montrerait plus soucieuse des intérêts de sa population. C'est un mensonge ! À la tête du gouvernement régional, les dirigeants indépendantistes ont eux aussi mené une politique d'austérité visant à faire payer la crise aux travailleurs.

En réalité, ces mouvements cherchent à se hisser au pou-

voir en s'appuyant sur une couche de notables et de possédants qui, en Catalogne, aspirent à profiter des ressources locales sans avoir à les partager avec les classes dirigeantes du reste du pays.

Pour les travailleurs, le nationalisme constitue une impasse et un piège. Il divise une classe ouvrière qui, dans cette région, est constituée de femmes et d'hommes originaires depuis des décennies de Catalogne et d'autres régions d'Espagne, et plus récemment du Maghreb et d'Afrique. Il dresse les uns contre les autres des travailleurs qui vivent dans les mêmes villes et les mêmes quartiers et travaillent dans les mêmes entreprises.

Le nationalisme catalan alimente en réaction le nationalisme espagnol et permet ainsi aux courants les plus à droite d'élargir leur audience dans le reste du pays. Le gouvernement Rajoy, qui s'était déconsidéré, trouve une occasion de regagner un soutien en apparaissant comme le défenseur de l'unité nationale face au séparatisme catalan.

Des deux côtés, le nationalisme est utilisé par les politiciens pour se servir des populations comme d'une masse de manœuvre dans leur lutte pour le pouvoir.

Il y a bien des raisons de se sentir concerné, ici en France, par ce que vivent en ce moment les travailleurs d'Espagne, et pas seulement du fait de la proximité géographique et des liens étroits créés par l'immigration.

Ici aussi, en France, depuis des années, nous subissons la crise, les licenciements, le chômage, la montée de la pauvreté et le recul des droits sociaux. Et, comme en Espagne, il ne manque pas de partis et de démagogues utilisant le nationalisme afin de nous diviser et nous détourner de la lutte contre les vrais responsables de la crise, les capitalistes et les gouvernements à leur service.

La classe ouvrière est internationale. Ici même, en France, elle est constituée de femmes et d'hommes originaires des quatre coins du monde. Les travailleurs ne peuvent défendre leur droit à vivre dignement face à leurs exploiters qu'en étant unis et solidaires. Quelles que soient leurs origines et leur nationalité, ils ont partout les mêmes intérêts et une lutte commune à mener pour parvenir à bâtir un monde débarrassé des frontières et de l'exploitation.

Au sommaire

| | |
|---|----|
| LEUR SOCIÉTÉ | |
| Migrants: la solidarité ne connaît pas les frontières | |
| • à Menton | 4 |
| • à Nantes | 4 |
| • à Oustréham | 5 |
| • Cordée solidaire | 5 |
| Les mesures gouvernementales sur les migrants | 4 |
| Violences policières: condamnations a minima | 5 |
| Bobigny: la justice naufragée | 5 |
| Hôpital public: la faillite annoncée | 6 |
| Complémentaires santé insuffisantes | 6 |
| Les pilules en or de l'industrie pharmaceutique | 6 |
| Centre de santé Viala - Paris | 6 |
| Universités: une sélection injuste | 7 |
| Éducation nationale: plus de précaires | 7 |
| Lycées de Troyes | 7 |
| Taxe nids-de-poule | 7 |
| Le lait infantile contaminé | 16 |

| | |
|--|----|
| Millas: passages à niveau meurtriers | 16 |
| DANS LE MONDE | |
| Autriche: la droite et l'extrême droite au gouvernement | 8 |
| Italie: Forza nuova renforcée par la politique du gouvernement | 8 |
| Les inégalités dans le monde | 8 |
| G5 Sahel: sommet pour financer la guerre | 9 |
| Ukraine: | |
| • corruption et salaires de misère | 9 |
| • un sauveur venu... de Géorgie? | 9 |
| Chili: la droite remporte l'élection présidentielle | 10 |
| Salvador: trente ans de prison pour une fausse couche | 10 |
| Afrique du Sud: l'ANC change de dirigeant, pas de politique | 16 |
| ENTREPRISES | |
| Hôpitaux de Marseille | 11 |
| Abri Plus - Vaux-les-Prés | 11 |

| | |
|--|----|
| Sous-traitants d'EDF: la pose des compteurs Linky | 11 |
| SNCF Paris Nord: victoire des grévistes | 12 |
| SNCF: suppressions de contrôleurs | 12 |
| Menaces de grève à Ryanair | 12 |
| Gemalto: rachat et licenciements | 12 |
| Toulouse: grève au CHU | 13 |
| Maison de retraite Les Parentèles - Reims | 13 |
| Le Mans: colère des aides à domicile | 13 |
| La Poste - Saint-Nazaire | 14 |
| La Poste - Rennes | 14 |
| Finances publiques du Val-d'Oise | 14 |
| Inspectrice du travail menacée | 14 |
| Russie 1917: | |
| Un espoir toujours vivant | 15 |
| Il y a 80 ans Au temps des colonies: comment la France cherchait des champions | 10 |

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Macron : show télévisé à dormir debout

Le 17 décembre, pendant son week-end d'anniversaire, Macron avait probablement mieux à faire que d'être interviewé en direct à la télé. C'est sans doute en partie pourquoi l'exercice avait été enregistré quelques jours avant sa diffusion sur France 2.

À constater que les téléspectateurs étaient moins nombreux que lors de sa précédente prestation, on peut en déduire qu'ils ont eux aussi visiblement eu mieux à faire que de le regarder.

Ce furent en effet 50 minutes de macroneries pour ne rien dire, si ce n'est se féliciter d'avoir « fait ce qu'il avait dit qu'il ferait ». Et d'ajouter, non sans ingratitude vis-à-vis de Hollande, qui lui a pourtant ouvert la voie vers la bonne place : « Ça fait peut-être longtemps que ce n'était pas arrivé. »

C'est vrai, Macron s'était engagé à libérer le travail, c'est-à-dire laisser toute licence aux patrons pour licencier, précariser, durcir les conditions de travail, minimiser les salaires et maximiser les profits. Il l'a fait, il continue de le faire. Il s'enorgueillit donc d'avoir « fait tout de suite la réforme évitée depuis vingt ans », à propos des ordonnances démolissant le Code du travail.

Pour le reste, sommet

sur le climat oblige, Macron s'est félicité d'avoir un Hulot « jamais satisfait » dans son gouvernement et, à défaut d'honorer ses engagements sur la réduction du parc de centrales nucléaires, il a parlé de verdir la finance avec des résultats visibles... dans vingt ou trente ans.

Une des seules pistes à peu près claires a été l'appel à une réforme de l'audiovisuel français en 2018, petite phrase qui fleure bon la réduction de crédits à France télévision. Pour Macron, l'enjeu serait la formation des jeunes, et « il y a des contenus que l'on est en droit d'attendre de l'audiovisuel public », ajoute-t-il sans rire. C'est sans doute pourquoi il a suggéré que la taxe versée par les téléspectateurs aille aussi à TF1...

Son intervieweur sur France 2, Delahousse, aura déjà pensé à sa reconversion, à moins qu'un poste de conseiller en communication gouvernementale ne se libère opportunément.

Viviane Lafont

Cercle Léon Trotsky

Le mouvement communiste face à la question nationale

Vendredi 19 janvier à 20 h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5^e

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 €



Ministres : de plus en plus de millionnaires

Le patrimoine des ministres a été rendu public par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Il ressort qu'une douzaine d'entre eux sont millionnaires.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, arrive en tête du classement, avec 7,5 millions d'euros. Cette ancienne DRH du groupe Danone avait déjà été sous les feux de l'actualité pour avoir empoché un million d'euros en relation avec le plan de licenciements chez Danone. Elle poursuit sa tâche en quelque sorte au ministère du Travail, en détruisant le Code du travail et en cherchant par tous les moyens à aider le patronat à payer le moins possible les travailleurs.

D'autres ministres ont un patrimoine confortable, comme Hulot, qui possède également près de 7,5 millions. Pénicaud comme Hulot représentent au sein

du gouvernement ce que les médias ont baptisés la société civile, tant vantée par Macron. On le voit, ces gens-là méprisent la majorité des travailleurs, des chômeurs, des retraités, qui font pas partie de leur monde ni de leur société.

Quant à Macron lui-même, il est bien difficile de connaître son patrimoine. En effet, bien qu'il ait perçu entre 2010 et 2012 plus de 2,5 millions pour ses activités de banquier d'affaires chez Rothschild, plus 370 000 euros

de revenus lorsqu'il était au gouvernement Hollande, Macron déclare posséder 200 000 euros. Malgré tout HATVP assure, sans donner aucun chiffre, qu'il n'y a rien de problématique dans les comptes du président.

Au-delà de la mise en scène que constitue la publication du patrimoine des ministres, cela ne fait que confirmer que les membres de l'équipe Macron constituent le gouvernement des riches, par les riches et pour les riches.

Gaëlle Régent



Muriel Pénicaud interviewée à la télé.

Pauvres petits députés riches !

Une députée de La République en marche s'est plainte de sa situation financière depuis son élection. Avec 5 000 euros de salaire mensuel, elle n'y arrive plus, la pauvre ! Elle est maintenant obligée de manger des pâtes, a dû ressortir des vêtements de sa cave pour s'habiller, et elle envisagerait même de déménager pour un appartement meilleur marché.

Elle n'a pas manqué de recevoir des marques de solidarité de plusieurs de ses collègues qui, attirés comme elle par les sirènes

du macronisme, ont abandonné des postes grassement payés de chefs d'entreprise pour se mettre « au service de la nation ». Comment peut-on s'en sortir avec un tel revenu, se demandent ces nantis ? Voilà en tout cas une question que n'ont pas à se poser les salariés, et encore moins les chômeurs !

Quant aux députés élus en province, ils ont en plus un autre problème : se loger à Paris coûte cher, que ce soit à l'hôtel ou en location. On ne leur demandait bien sûr pas de payer

de leur poche, les nuitées en hôtel étant prises sur le budget de l'Assemblée nationale. Mais son président, l'ex-Vert de Rugy, ayant décidé qu'il était nécessaire de faire des économies sur ce poste de dépenses, ils se verront désormais allouer à cette fin une indemnité mensuelle de 1 200 euros.

Voir ces privilégiés faire étalage de leurs pseudo-difficultés financières, c'est vraiment l'indécence en marche.

Marianne Lamiral

Nouvel ISF : les domestiques de la bourgeoisie

Dans la liste des cadeaux de Noël distribués aux plus riches par le budget 2018, Macron a fait figurer en bonne place la suppression de l'ISF. Les plus grosses fortunes du pays auront ainsi à se partager plus de 4 milliards d'euros sous forme de baisses d'impôt.

L'ISF est remplacé par un impôt sur la fortune immobilière (IFI), ce qui est tout à l'avantage de la bourgeoisie car, en général, les biens immobiliers ne représentent pas la source principale de ses revenus.

Tous les moyens de réduire encore le montant de l'impôt sont maintenus, comme l'exonération sur les bois et forêts, l'abattement

de 30 % sur la résidence principale, ou encore les déductions de dettes liées à l'achat des biens jusqu'à 6 millions d'euros de patrimoine. La loi sur l'IFI en a même rajouté, pour tenir compte des réclamations des promoteurs et autres margoulins de l'immobilier. L'ensemble des biens immobiliers liés à une activité professionnelle seront totalement exonérés.

Les plus riches ont donc toutes les raisons d'être satisfaits de cette réforme. Mais les députés du groupe Les Républicains ont voulu montrer qu'ils pouvaient faire encore mieux en demandant la suppression totale de l'ISF, arguant du fait

que sa nouvelle mouture n'avait plus qu'une valeur symbolique. Un de ses dirigeants, Woerth, ancien ministre du Budget de Sarkozy et actuel président de la commission des Finances de l'Assemblée, a même été jusqu'à prétendre que le nouvel impôt sur l'immobilier pèserait davantage que l'ISF.

C'est évidemment faux et ridicule. Mais, à force de multiplier les cadeaux aux plus riches, cela devient difficile à tous ces politiciens de décrocher la palme du meilleur serviteur de la bourgeoisie.

Gilles Boti

Migrants : la solidarité ne connaît pas les frontières

Alors que le gouvernement a annoncé sa volonté de faire la chasse aux migrants, des femmes et des hommes s'élèvent contre l'inhumanité de cette mesure consistant à rejeter ceux qui ne possèdent rien d'autre que les quelques vêtements qu'ils portent. Un peu partout, de plus en plus d'habitants ainsi que des municipalités n'hésitent pas à braver la loi pour faire ce qu'ils estiment être un geste élémentaire de solidarité, en venant en aide aux demandeurs d'asile, aide d'autant plus indispensable qu'on est en plein hiver. En même temps que des manifestations de soutien aux migrants ont lieu dans différentes villes, une aide concrète s'organise pour recueillir et soigner ceux qui sont dans des situations de détresse physique. Ensuite, chacun fait selon ses possibilités et les problèmes qui se posent, que ce soit pour les nourrir, les habiller de vêtements chauds, leur trouver un hébergement ou les conduire dans des lieux où ils risquent moins d'être soumis à des contrôles de police. Les quelques informations envoyées par nos correspondants ne sont qu'un reflet de cette solidarité qui se manifeste.

à Menton

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi 16 décembre devant la gare de Menton-Garavan pour la liberté de circulation et l'ouverture des frontières. Là, juste après la frontière italienne, la police française arrête les migrants, les retient quelques heures ou toute une nuit dans des baraques ou au premier étage de la gare, sans matelas et sans nourriture, avant de les renvoyer dans un train pour Vintimille.

Depuis la suspension des accords Schengen en novembre 2015, les contrôles aux frontières sont renforcés. À la frontière franco-italienne, les CRS et policiers de la PAF contrôlent systématiquement les personnes d'apparence migrante, que ce soit dans les gares, à bord des trains ou dans les rues. Sur l'autoroute, les véhicules venant d'Italie, notamment les utilitaires et les petits camions, sont régulièrement fouillés au premier péage côté français de La Turbie.

Ces mesures ont rendu la traversée de la frontière encore plus périlleuse. Les migrants, souvent originaires d'Afrique (Érythrée et Soudan en particulier) ou d'Afghanistan, empruntent les voies d'autoroute, les voies de chemin de fer, se cachent dans les armoires électriques à bord des TER. Des migrants ont même essayé de traverser la frontière par les égouts et s'y sont retrouvés coincés ; ils ont été secourus avant d'être reconduits illico à la frontière.

Les associations d'aide aux migrants dénoncent également les reconductions à la frontière, totalement illégales, de nombreux mineurs isolés.



Les prises de parole ont aussi concerné tous ceux, de plus en plus nombreux, poursuivis pour avoir aidé des migrants. En effet, après Cédric Herrou condamné en août dernier à quatre mois avec sursis et interdiction de quitter le territoire, le 13 décembre quatre retraités ont été condamnés à une amende de 800 euros avec sursis pour avoir transporté des migrants dans leur véhicule. Une responsable d'Amnesty International est poursuivie pour avoir

aidé deux jeunes Guinéens de 15 ans.

Le 21 novembre, une circulaire demandait aux préfets de renforcer la lutte contre l'immigration irrégulière, les exhortant à agir rapidement. Pourtant l'année 2017 a déjà été une année record, le préfet des Alpes-Maritimes avançant le chiffre de 50 000 interpellations d'étrangers en situation irrégulière dans le département, avec un taux de reconduite en Italie de l'ordre de 98%.

Correspondant LO

à Nantes

Depuis le 22 novembre, des migrants, dont beaucoup de mineurs isolés, occupent une partie de l'université de Nantes avec le soutien d'étudiants, de militants, de membres du personnel.

Cette occupation fait suite à une première expulsion alors que les migrants avaient tenté de s'installer dans l'ancienne école vide des Beaux-Arts de Nantes, dont les locaux appartiennent à Nantes Métropole. Mais une intervention policière, à la demande de la majorité de gauche qui gère Nantes Métropole,

les en avait promptement délogés. Sans solution, ils ont investi une partie des bâtiments de l'université. Cette situation est extrêmement précaire matériellement et humainement, avec une seule douche et la menace permanente d'une expulsion.

Malgré tout, la vie s'est organisée grâce au soutien des étudiants et de ceux qui les ont rejoints. Des collectes ont été faites dans la ville. En quelques jours, une cuisine a pu être improvisée avec des dons et de la récupération dans les supermarchés, un dressing a été monté,



Démagogie gouvernementale

La ligne d'un nouveau projet de loi sur l'immigration, qui arrivera en discussion au Parlement au printemps 2018, est claire : harceler plus les migrants, les enfermer plus longtemps en centre de rétention, et les expulser plus nombreux quasiment vers n'importe quel pays. Le ministère de l'Intérieur peut depuis une circulaire du 12 novembre envoyer des brigades mobiles dans les centres d'hébergement pour pratiquer des contrôles et donc procéder à des arrestations.

Macron et son ministre de l'Intérieur savent bien qu'aucune loi et aucune mesure policière ne dissuaderont les hommes et les femmes chassés par la misère et les guerres de prendre les chemins de l'émigration et de tenter l'entrée en France. Leurs mesures policières rendront en revanche ces chemins de plus en plus dangereux.

L'objectif de Macron est d'utiliser la démagogie anti-migrants pour faire oublier le reste de sa politique. Il refuse d'obliger les patrons à embaucher pour faire reculer le chômage, et laisse la situation des travailleurs se détériorer, se servant de migrants pour tenter de détourner le mécontentement populaire.

Ainsi, ceux qui ont voté Macron au second tour de la présidentielle, sans adhérer à ce qu'il annonçait comme mesures contre les travailleurs mais pour écarter Le Pen, doivent trouver la pilule bien amère. Car la démagogie anti-migrants que propagent le gouvernement et le président de la République ne peut que renforcer les préjugés, les peurs et les divisions dans le monde du travail. Macron n'est pas Le Pen, certes, mais il lui pave la voie.

Boris Savin

tandis que des étudiants et des enseignants ont commencé à donner des cours de français.

Le soutien de nombreuses personnes s'est aussi manifesté lors de différents rassemblements. Une manifestation, le 9 décembre, a réuni un millier de personnes aux cris de : « Solidarité avec les sans-papiers », « Des papiers pour tous les sans-papiers ». À l'annonce des menaces d'expulsion, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour montrer leur opposition à l'intervention policière. Des syndicats

(CGT, SUD, FSU) ont apporté leur soutien dans ces rassemblements.

La direction de l'université a très vite essayé de faire évacuer les bâtiments par la police. Début décembre, elle a obtenu un premier jugement du tribunal administratif allant dans ce sens. Mais, face à la mobilisation, elle a dû renoncer et repousser toute tentative d'expulsion jusqu'en janvier.

Si, aujourd'hui, les migrants ont obtenu un répit, c'est grâce au soutien populaire qui s'est exprimé.

Correspondant LO

à Ouistreham, avec les migrants

À Ouistreham, dans le Calvados, une manifestation pour exprimer la solidarité avec les migrants avait réuni près de 300 personnes. Une nouvelle manifestation organisée cinq jours plus tard a réuni encore plus de monde, entre 700 et 1000 personnes.

De nombreux migrants, majoritairement issus des pays d'Afrique anglophones, se retrouvent dans ce port, espérant gagner l'Angleterre par les ferries

transportant camions et passagers vers Portsmouth. Les associations d'aide aux migrants exigent l'ouverture d'un lieu d'hébergement, ce que refusait le maire de la commune, qui a fait fermer les toilettes publiques comme unique réponse. Un squat a même été évacué rapidement par la gendarmerie, sans attendre une quelconque décision de justice. L'indignation s'est encore accrue après le rejet par le tribunal

administratif de Caen de la demande d'associations réclamant des mesures de l'État, du département et de la mairie d'Ouistreham en faveur des migrants.

Les manifestants ont défilé aux cris de : « *Nous sommes tous des enfants d'immigrés* » ou : « *Un toit, un hébergement pour tous les migrants* », slogans accompagnés de nombreux quolibets à l'encontre du maire.

Correspondant LO

cordée solidaire



Dimanche 17 décembre, plus de 300 professionnels de la montagne (guides, accompagnateurs, pisteurs-secouristes, moniteurs de ski, etc.) ont formé une « cordée solidaire » partie de Névache, dans la vallée de La Clarée, près de Briançon dans les Hautes-Alpes, et ont fait la trace dans la neige (par moins 14°) jusqu'au col de l'Échelle pour exprimer leur complète solidarité avec les migrants et exprimer leur révolte contre les mesures prises par l'État à leur encontre.

Depuis plus d'un an, environ 1 600 migrants ont franchi l'Échelle. Parmi eux, 900 seraient mineurs. Majoritairement originaires d'Afrique de l'Ouest, ils suivent une route transmise par le bouche-à-oreille. Le passage par le sud de la France (frontière de Menton-Vintimille ou vallée de la Roya) étant de plus en plus difficile, leurs itinéraires se sont déplacés vers le nord et de hauts cols, peu connus et donc a priori peu contrôlés, comme celui de l'Échelle, à 1 762 m d'altitude.

De Turin, un train régional les dépose à la gare de Bardonecchia. À pied ensuite, ils traversent la frontière italo-française et partent à l'assaut du col. De jour comme de nuit. Cette toute petite route, sur le versant de la vallée Étroite menant à Bardonecchia, est carrément taillée dans la falaise et est donc non seulement complètement impraticable l'hiver (on l'appelle le « mauvais pas » !), mais soumise à tous les dangers de la haute montagne : avalanches de

neige, de pierres, congères de glace vive, sans parler du froid avec des températures inférieures à -20° la nuit ! Ce sont ces dangers que les migrants affrontent, vêtus de simples vestes, chaussés de baskets ou de chaussures de ville, sans aucune connaissance des lieux !

Dans la nuit du 10 au 11 décembre, cinq mineurs, dont une femme enceinte, ont tenté de passer. Retrouvés par les secouristes italiens, ils ont été transportés jusqu'à l'hôpital de Suse. Deux d'entre eux présentaient d'importantes engelures aux membres. Et dimanche 10 décembre, lors de la « cordée solidaire », un secours a dû être déclenché vers midi par les organisateurs pour aller récupérer un jeune Africain qui tentait de passer le col de l'Échelle depuis l'Italie. Retrouvé pieds nus dans une pente très raide, il a dû être hélitreuillé pour être conduit au centre hospitalier de Briançon.

Bien des habitants de la région sont révoltés par

cette situation. D'autant plus qu'à la détresse des migrants s'est ajoutée une présence accrue des forces de la gendarmerie et de la police aux frontières dont les contrôles sont omniprésents dans des vallées d'habitude quasiment coupées du monde. Certains disent même avoir vu l'armée effectuer des patrouilles en montagne. Ces contrôles visent tout autant les migrants, qui sont immédiatement conduits aux bornes frontières en plein désert glacé, que les montagnards solidaires qui sont passibles de lourdes sanctions pénales simplement pour n'avoir pas laissé mourir des êtres humains !

Cela ne freine pas les actes de solidarité prenant toutes les formes : « maraudes » en haute montagne avec le sac à dos plein de Thermos remplies de boissons chaudes, approvisionnement des cabanes d'alpage en nourriture et couvertures, accueil d'urgence chez les habitants de la vallée de la Clarée, hébergement au centre d'accueil de Briançon.

Bon nombre des habitants des Hautes-Alpes vivent très chichement mais, contrairement aux politiciens, ils n'ignorent pas « toute la misère du monde » et ne veulent surtout pas laisser quiconque mourir de froid à leur porte.

Bruno Deslandes

Violences policières : condamnations a minima

D'après le verdict prononcé lundi 18 décembre par le tribunal correctionnel de Bobigny, un policier qui donne des coups de pied dans la tête à un homme à terre ne mérite que deux ans de suspension d'exercice dans la police et dix mois de prison avec sursis. Son collègue policier présent à ses côtés au moment des faits a été relaxé.

Le même jour, dans une autre affaire impliquant un policier des Lilas, l'appareil judiciaire a montré la même clémence. Pour avoir donné des coups de poing à un lycéen se déplaçant avec des béquilles devant le lycée Paul-Éluard, ce policier n'a été condamné qu'à deux mois d'interdiction d'exercice

dans la police et à deux mois de prison avec sursis.

Les condamnations sont rarissimes, même lorsque les violences sont avérées comme dans ces deux cas. Et encore a-t-il fallu les images des agressions policières pour que la justice arrête de regarder ailleurs et entame des procédures. Dans le cas du lycéen handicapé, l'affaire avait même été classée dans un premier temps.

Nul doute que, si n'importe quel jeune avait fait mine de porter le moindre coup à un policier, il se serait retrouvé immédiatement derrière les barreaux et probablement condamné ensuite à de la prison ferme.

Gilles Boti

Bobigny : la justice naufragée

Le 5 décembre, au tribunal de Bobigny, les températures sont descendues au-dessous de 10 degrés : 6 degrés au greffe le matin, 11 ou 12 en journée. Depuis le 16 novembre, l'aile où se trouve le tribunal pour enfants est privée de chauffage et l'installation électrique ne supporte pas les chauffages d'appoint.

En revanche, le tribunal correctionnel est surchauffé : le système de régulation est en panne. Des audiences ont été reportées, des magistrats ont travaillé de chez eux. Quand il pleut, les seaux et les bâches fleurissent dans le hall et il pleut dans certaines salles d'audience.

Ce n'est pas nouveau, la situation fait la une tous les hivers, mais aussi toute l'année en ce qui concerne

la pénurie de matériel et le manque de personnel. Certains services doivent acheter leurs propres fournitures. La masse d'affaires à traiter est énorme, les dossiers s'entassent dans les bureaux, faute de place pour les ranger. Au greffe, il manque près de 40 personnes à l'effectif. Un magistrat témoigne qu'une victime de faits particulièrement graves attend une date d'audience depuis quatre ans.

La garde des Sceaux, passée le 26 octobre, a promis des crédits : six millions d'euros pour refaire l'électricité et l'étanchéité et des travaux qui dureront trois ans. Il va en passer de l'eau sous les verrières du hall...

Sylvie Maréchal

Lisez Lutte de classe

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 188 (décembre 2017 - janvier 2018) :

Le 47^e congrès de Lutte ouvrière - Textes et discussions

- La situation internationale
- La crise de l'économie capitaliste
- Construire un parti communiste révolutionnaire
- Discussion sur les textes d'orientation
- Interventions des groupes étrangers

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,73 euro. Ce numéro est en ligne sur le site de Lutte ouvrière

Hôpital public : faillite annoncée

« La ligne rouge est dépassée : les hôpitaux devraient connaître un déficit historique de 1,5 milliard d'euros. » C'est le cri d'alarme lancé lundi 18 décembre par la Fédération hospitalière de France (FHF) qui pronostique : « C'est la qualité des soins qui est aujourd'hui menacée. »

Mais cela fait maintenant des années que de tels cris d'alarme sont régulièrement poussés, entre autres par la FHF. Et il n'est pas besoin de pronostic, c'est déjà une réalité : oui

la qualité des soins a déjà reculé.

Des hôpitaux entiers ont disparu, des services ont été supprimés, des lits fermés. À une époque où on n'a jamais connu autant de

progrès techniques à disposition du diagnostic et du traitement des maladies, il faut parfois attendre des semaines, voire des mois, pour obtenir un rendez-vous pour un scanner ou une IRM. Des médicaments manquent dans des pharmacies des hôpitaux au point de demander aux familles des patients hospitalisés d'aller se fournir à la pharmacie la plus

proche. Quant au personnel, ça tient du prodige qu'il puisse encore assurer les soins tant il manque de monde, faute d'embauche.

Si, par définition, les hôpitaux publics sont censés être un service public, ils sont aujourd'hui soumis aux appétits des banques. En effet, alors que les budgets des hôpitaux, et plus généralement celui de la santé, devraient augmenter chaque année justement pour bénéficier des innovations et des découvertes, et pour embaucher les personnels indispensables à la qualité des soins, c'est l'inverse qui se produit. Depuis des années, tous les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont soumis l'hôpital public à des restrictions budgétaires au point que les budgets alloués sont très inférieurs aux dépenses réelles. Alors, faute d'allocation de crédits publics, c'est vers le privé, vers les

banques, que les établissements hospitaliers doivent se tourner et donc s'endetter. Et c'est ainsi que, par le biais du budget des hôpitaux, l'argent de la Sécurité sociale, l'argent des cotisations sociales, c'est-à-dire cette part de salaire différé versée sous forme de cotisations patronales et salariales, est utilisé pour régler les intérêts aux banques et donc pour enrichir les banquiers !

C'est du vol mais c'est aussi une absurdité sociale. Pourquoi l'hôpital public devrait-il être rentable ? Pourquoi faudrait-il que les soins apportés à un enfant malade, à une personne atteinte de la maladie d'Alzheimer ou à quiconque souffre d'une maladie soit rentable ? C'est vraiment une réalité propre à cette organisation économique, à cette société qui n'a pour seule boussole que la rentabilité du capital. Une raison de plus de la combattre.

Sophie Gargan



Service d'urgence à l'hôpital de Lille.

Complémentaires santé : obligatoires... et insuffisantes

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les salariés des entreprises du privé sont obligés de souscrire à la complémentaire santé proposée par leur entreprise. Ce qui était présenté comme un progrès, à la fois parce que tous les salariés bénéficieraient d'une complémentaire permettant de mieux rembourser les frais de santé, et aussi parce que le patron avait l'obligation de prendre à sa charge au moins 50% de la cotisation,

se révèle être plutôt un recul.

En effet, une étude réalisée par le Credoc indique que 37% des entreprises ont choisi une mutuelle garantissant des prestations minimales, ce qui amène leurs salariés à souscrire à une surcomplémentaire. Une autre étude réalisée en février 2017 par le cabinet d'experts Deloitte indique que 22% des salariés y ont recours pour une somme moyenne de 49 euros par

mois, soit près de 600 euros par an.

Au total, pour les salariés qui peuvent se payer une surcomplémentaire, c'est un budget supplémentaire non négligeable. Quant à ceux, toujours aussi nombreux, qui n'ont pas les moyens de payer, ils doivent renoncer ou reporter à plus tard des soins. Pour eux, la santé à deux vitesses, c'est une réalité quotidienne.

C.D.

Centre de santé Viala - Paris : une fermeture scandaleuse

Le centre de santé installé dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales de Paris (CAF), dans le 15^e arrondissement, doit fermer ses portes le 25 décembre. Drôle de cadeau de Noël pour les habitants du quartier qui venaient se faire soigner en profitant du tiers payant sans dépassement d'honoraires !

À l'origine, ce centre de santé était géré par la CAF avant d'être repris, il y a vingt ans, par la Smerep (mutuelle des étudiants).

Placé en redressement judiciaire, il avait été repris en 2016 par DocteGestio, un groupe spécialisé dans le rachat d'activités médicales. Des problèmes étant survenus entre cette société et la direction de la CAF, propriétaire des murs, le tribunal d'instance de Paris a tranché en faveur de cette dernière, ce qui doit entraîner la fermeture du centre.

Dans le 15^e, c'est le troisième centre de santé qui ferme : après celui du

quartier Beaugrenelle en 2006 et celui d'Anselme-Payen en mars 2015, c'est maintenant celui de la rue Viala. 60 000 habitants, souvent les plus modestes, ainsi que des employés de la CAF, venaient consulter, et 37 praticiens et du personnel administratif vont se retrouver sans emploi.

Quant aux habitants du quartier, ils perdent une offre de santé de proximité conventionnée de secteur 1.

Correspondant LO

Industrie pharmaceutique : les pilules en or

D'après une étude de l'observatoire des prix de l'association Familles rurales, menée dans 40 pharmacies et sur 43 sites Internet, les prix des médicaments vendus sans ordonnance en pharmacie ont augmenté de 4,3% sur un an, bien plus vite que l'inflation officielle.

Cette moyenne recouvre des disparités énormes d'un produit à l'autre, un traitement contre l'herpès ayant augmenté de 9,8% et une solution de lavage oculaire de 9,6%. Ces prix peuvent varier considérablement d'une pharmacie à l'autre, le prix de la solution de lavage oculaire pouvant aller de 1,95 euro la boîte jusqu'à 8,50 euros dans les pharmacies citées dans l'étude. De même l'association dénonce les grandes et moyennes surfaces où les prix s'envolent aussi, sans parler des sites Internet où le prix d'achat peut être moindre mais il faut y ajouter des frais d'envoi non négligeables.

Le développement de ces produits vendus sans ordonnance avait donné lieu à des discours sur la libre concurrence dont on pouvait espérer des baisses de prix. On voit ce qu'il en est et que les consommateurs n'y ont rien gagné... à l'inverse des laboratoires pharmaceutiques, des pharmaciens et des gérants des centres commerciaux et autres sites Internet.

Dans le domaine des produits dits innovants, contre

les cancers ou l'hépatite C, les trusts pharmaceutiques font aussi des affaires en or, car ils obtiennent des prix très élevés pour ces nouveaux médicaments. Le professeur Philip, président de l'Institut Curie, dénonce une envolée des prix et « un taux d'augmentation annuelle qui est devenu intenable » pour la Sécurité sociale, soumise à une « très forte tension financière ». Car dans ce domaine comme dans d'autres, les trusts pharmaceutiques ont une stratégie agressive pour obtenir des prix élevés, qu'ils justifient par les dépenses de développement et de recherche que demanderait la mise au point de ces nouveaux médicaments.

Aujourd'hui, l'accès aux soins est de moins en moins aisé. Le reste à charge des patients augmente et beaucoup retardent ou renoncent à des soins. Quant aux laboratoires, leurs affaires n'ont jamais été aussi bonnes, nous rappelant s'il le fallait que la finalité de l'industrie pharmaceutique n'est pas de soigner mais de faire du profit.

Cédric Duval

Universités : une sélection injuste

Le projet de loi définissant les nouvelles modalités d'entrée à l'université a été voté en première lecture par l'Assemblée nationale mardi 19 décembre. Il se traduira par un tri serré des étudiants, limitant l'accès de certains d'entre eux aux études désirées.

Lors de la rentrée 2017, la sélection s'était faite par tirage au sort, dans 169 formations où le nombre de candidats dépassait les possibilités d'accueil. La nouvelle loi entend corriger ce système en permettant aux universités de sélectionner leurs candidats d'après leurs résultats scolaires. Mais, que l'on choisisse une méthode ou une autre, cette sélection se fait dans un contexte où les moyens accordés à l'enseignement supérieur, et au-delà à toute l'Éducation nationale, sont largement insuffisants. Et c'est bien là le problème. Si ce n'était pas le cas, on pourrait augmenter le nombre de places offertes dans ces formations, et donc permettre à beaucoup plus d'étudiants

d'accéder aux études souhaitées. Et il aurait été possible également, avant le baccalauréat, d'élever le niveau scolaire de celles et ceux qui risquent d'être refusés.

Les critères d'admission seront définis par les universités elles-mêmes, le ministère s'étant limité à de vagues formulations telles que « avoir un goût prononcé pour la lecture » en lettres ou « être intéressé par la démarche scientifique » pour les sciences. Les universités ayant ensuite carte blanche, on peut déjà prévoir qu'elles vont entrer en concurrence pour s'arracher les meilleurs étudiants, et donc définir les critères de sélection les plus élevés possible.

Le projet gouvernemen-



ETUDIANTS#MASALLEVACRAQUER

tal prévoit l'organisation de cours de mise à niveau pour les étudiants. Mais on peut douter de leur efficacité. Pour permettre à ces cours de remplir leur objectif, il faudrait des moyens, que le gouvernement refuse précisément aux universités. Quant aux autres études que le gouvernement jugerait plus adaptées, par exemple les brevets de technicien supérieur (BTS) pour les bacheliers professionnels, leur accès est déjà soumis à une sélection sur

bulletin scolaire et le ministère n'envisage pas d'y augmenter le nombre de places. Comme les années précédentes, une partie des bacheliers, après avoir vu toutes les portes se fermer, en seront donc réduits à se mettre en quête d'un employeur pour faire une formation par l'apprentissage ou à payer une école privée, voire à s'inscrire à

Pôle emploi.

À tous les niveaux du système scolaire, ce gouvernement préfère, comme les précédents, éliminer certains jeunes plutôt que de consacrer des moyens qui leur permettent de réaliser leurs aspirations. Changer les modalités de sélection ne diminue en rien cette injustice.

Daniel Mescla

Éducation nationale : plus de précaires

Les inscrits aux concours de recrutement de l'enseignement secondaire (Capes et agrégation) de l'académie de Versailles ont reçu un courrier qui leur propose, en cas d'échec, de devenir enseignant contractuel.

Il y a peu de chances que ce courrier soit très apprécié des candidats, au moment où ils viennent

d'apprendre que le nombre de postes au concours a diminué de 20% en moyenne sur toutes les matières dans toutes les académies, y compris celle de Versailles. Mais pas de panique, puisque l'« académie offre de nombreuses possibilités d'emploi »... dans la précarité!

Le nombre de postes ouverts aux concours baisse,

afin de faire des économies, mais les besoins en enseignants sont bien là.

C'est sans doute ce que le recteur de l'académie de Versailles présente dans sa lettre sous la formule : « Poursuivre votre projet professionnel et enrichir vos compétences en devenant professeur contractuel. »

Gaëlle Régent

Lycées de Troyes : hausse des tarifs de cantine

Les parents d'élèves élus aux conseils d'administration des lycées Édouard-Herriot et Chrestien-de-Troyes ont été informés de toute une série de mesures décidées par la région Grand-Est. Apprenant par la FCPE que tous les lycées de la région allaient subir les mêmes attaques, manifestement pour faire des économies, ils ont décidé de les dénoncer lors d'une conférence de presse.

Les repas à la cantine vont tous augmenter sur trois ans. Pour le tarif 3 jours, cela représente une augmentation de 22,5%.

La région Grand-Est a décidé dans le même temps de supprimer les fonds de réserve de chaque lycée, c'est-à-dire ce petit matelas

qui permettait de réparer rapidement une chaudière, de changer quelques tables, d'effectuer de petites réparations. Le budget sera donc encore plus serré qu'auparavant et cela aura inévitablement des répercussions sur les aides à la vie lycéenne et sur les conditions d'étude des élèves.

Les parents en ont profité pour exprimer aussi leurs inquiétudes concernant la mise en place du numérique, c'est-à-dire de l'utilisation de tablettes informatiques à la place des livres. En effet il est prévu qu'une participation soit demandée aux familles.

Une pétition a été discutée et va être mise en ligne, afin que les parents

puissent exprimer leur mécontentement. Une motion a été rédigée pour être lue et mise au vote dans les prochains conseils d'administration des lycées.

En discutant ensemble, les parents élus se sont rendu compte que les conseillers régionaux qui ont défendu ces hausses de tarifs de la cantine et les baisses de budget ont tous eu le même langage, parlant d'harmonisation des tarifs de tous les lycées de la région et de gros investissements en vue. Tous ces politiciens ont manifestement la même feuille de route : faire payer la population et rogner sur un service public qui devrait être complètement gratuit.

Correspondant LO

Taxe nid-de-poule : en travers de la route

Il n'y aura pas de taxe nid-de-poule sur les automobiles, selon la ministre des Transports et le sénateur qui préside la commission de l'Aménagement du territoire. Il en avait été question, parmi d'autres pistes, afin de financer la maintenance du réseau routier qui se dégrade depuis des années.

Excepté les autoroutes, entretenues par leurs concessionnaires moyennant les péages très élevés, le reste, routes nationales ou départementales, va à vau-l'eau. Les défauts de revêtement et les nids-de-poule se multiplient et jouent même sans doute un rôle dans l'augmentation du nombre des accidents.

Pourquoi ? C'est très simple : ni l'État ni les collectivités locales ne consacrent suffisamment d'argent à l'entretien des routes. C'est exactement la même chose avec le réseau ferroviaire, avec les hôpitaux, les écoles.

Et, puisqu'il n'y a pas d'argent, la solution envisagée serait, comme toujours, de créer une nouvelle taxe. Or il existe déjà une taxe, la TICPE, taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques, que paie chaque automobiliste et qui rapporte plus de 15 milliards d'euros par an à l'État. En outre, cette TICPE augmente chaque année et augmentera en principe jusqu'en 2021, afin d'équilibrer le prix de l'essence et celui du diesel (un peu

pour l'essence, davantage pour le gazole).

Eh bien, cela ne suffit pas. Il avait un moment été envisagé de faire payer les camions au moyen des fameux portiques de l'écotaxe. L'opération s'est soldée par un naufrage coûteux pour l'État. C'est pourquoi les responsables cherchent autre chose. Le président de la commission de l'Aménagement du territoire a déclaré : « Il manque plusieurs centaines de millions chaque année, (...) il manque rien de moins que 10 milliards. »

Seulement il y a une chose qu'aucun responsable n'ose avouer : c'est que, si l'argent manque, c'est parce que l'État aide financièrement le patronat depuis des années à coup de milliards qui ne sont pas ailleurs.

Alors la vignette anti-nids-de-poule a beau avoir été écartée cette année, il ne faut pas se réjouir trop vite : d'autres taxes sont envisagées. À moins que les autorités ne continuent de laisser le réseau se dégrader. Ou, et c'est le plus probable, les deux à la fois.

André Victor

Autriche : la droite et l'extrême droite au gouvernement



« Pas de nazis au gouvernement », lors d'une manifestation à Vienne.

Après sa victoire aux élections législatives d'octobre dernier, Sebastian Kurz, leader du parti conservateur autrichien ÖVP (Parti du peuple autrichien) a conclu le 16 décembre un accord de gouvernement avec le parti d'extrême droite FPÖ (Parti autrichien de la liberté).

Nul n'est surpris par la formation de cette coalition. Arrivé en tête en octobre avec 31% des voix, l'ÖVP de Kurz se devait de gouverner avec l'un ou l'autre des partis arrivés en seconde et troisième positions, le SPÖ social-démocrate (27% des voix) ou le FPÖ (26%). La campagne de Kurz avait clairement auguré d'un rapprochement avec le FPÖ, ne serait-ce que dans les thèmes abordés et sa démagogie anti-migrants. « Nous avons eu raison de fermer la route des Balkans et je me battrais pour que l'axe méditerranéen soit fermé aussi », n'avait-il cessé de répéter. C'est de toute façon en brisant la précédente alliance de gouvernement avec les sociaux-démocrates du SPÖ que l'ambitieux Kurz, 31 ans, dont la moitié au parti conservateur,

avait provoqué les élections anticipées.

Kurz est proche de l'extrême droite dans sa propagande, jusqu'à avoir troqué dans ses affiches le noir, la couleur traditionnelle de son parti, pour du bleu proche de celle de son nouvel allié. Mais surtout, le gouvernement de coalition affiche la couleur : Kurz devient chancelier, secondé par Heinz-Christian Strache, le leader du FPÖ, vice-chancelier. Le FPÖ obtient six postes sur treize, dont l'Intérieur, la Défense et les Affaires étrangères. Rivalisant sans peine avec Kurz en matière de déclarations anti-immigrés, anti-réfugiés et anti-islam, Strache permet à la formation d'extrême droite de revenir au pouvoir central, après en avoir été écartée pendant près de

dix-huit ans.

Cela n'avait d'ailleurs pas empêché ce parti de peser, au plan national comme au plan régional, puisqu'une alliance existait depuis 2015 entre le FPÖ et le SPÖ à la tête du land oriental du Burgenland. Les ambiguïtés du chancelier social-démocrate Kern et de son gouvernement vis-à-vis de la politique migratoire, sa politique patronale et la démoralisation entraînée dans l'électorat de gauche ont ouvert la voie à la nouvelle coalition.

Quelles seront les mesures du nouveau gouvernement ? Il y a tout lieu de penser qu'elles consisteront en attaques contre les plus pauvres des 8,7 millions d'habitants. Dans ce pays où 1% des plus fortunés accaparent plus de 40% des richesses produites, les travailleurs sont visés, à commencer par ceux qui sont arrivés le plus récemment et ceux qui viennent de l'est de l'Europe, auxquels Kurz a déclaré vouloir imposer des restrictions d'accès.

Viviane Lafont

Italie : Forza nuova renforcée par la politique de la gauche au gouvernement

Douze militants masqués du groupe néofasciste Forza nuova ont manifesté à Rome devant le siège du journal *la Repubblica* le 7 décembre, revendiquant « une première attaque contre ceux qui répandent l'immigrationnisme » et appelant au boycott de ceux qui « défendent le remplacement ethnique et l'invasion de l'Italie ». La semaine précédente, un autre groupuscule, le Veneto front skinhead avait fait irruption à Côme dans les locaux de l'association Côme sans frontières qui vient en aide aux migrants.

Ce ne sont que les dernières en date des provocations d'une poignée d'imbéciles nostalgiques de Mussolini, qui se sont faits les champions du racisme et des exactions contre les immigrés. Ils se sentent de plus en plus autorisés à ce genre de manifestations, voire à des agressions contre des migrants ou des militants, dans un climat politique où la plupart des partis présentent l'immigration, au mieux, comme un problème difficilement gérable, au pire, comme une menace pour les Italiens.

Après les menaces adressées au quotidien *la Repubblica*, le gouvernement dirigé par le parti de centre gauche PD (Parti démocrate), les élus et les partis de tous bords se sont empressés de condamner le fascisme, y compris La Ligue, parti xénophobe de Matteo Salvini, qui a expliqué « combattre les positions de la Repubblica avec des idées, et pas des menaces ».

Le PD a appelé à une grande manifestation unitaire contre le fascisme à Côme, le 9 décembre. Celle-ci a rassemblé des milliers de manifestants, inquiets de voir le fascisme revendiqué publiquement et voulant afficher leur solidarité avec les migrants. Mais elle a aussi été l'occasion pour le PD, le parti de Mario Renzi, de poser au parti rassembleur de toutes les forces de gauche... un rassemblement auquel il aspire.

En effet les élections législatives d'avril prochain se rapprochent et le PD, usé par ses années au pouvoir, risque de voir la droite l'emporter. Il a bien du mal à se trouver des alliés, car d'autres regroupements de gauche se sont formés autour de dirigeants en grande partie sortis de ses rangs

et qui, justement, veulent prendre leurs distances avec le PD. Car celui-ci a mené ces dernières années une série d'attaques, tel le Jobs Act, équivalent de la loi travail. Dernièrement, il n'a même pas eu le courage de faire adopter le *ius soli*, une loi qui reconnaîtrait le droit du sol, c'est-à-dire le fait que tout enfant né sur le sol italien se verrait accorder la nationalité italienne. Il est aujourd'hui largement discrédité dans son propre électorat et les couches populaires en général.

La loi électorale concoctée par le PD avec l'assentiment de la droite oblige à faire des coalitions avec d'autres partis pour construire une majorité. Fait pour écarter le Mouvement 5 étoiles de Grillo, premier parti en termes d'intentions de vote, dont tout le discours est basé sur le refus des coalitions avec les vieux partis, le mode de scrutin risque donc de jouer des tours au PD lui-même.

Les dirigeants du PD sont maintenant à la recherche des occasions de redorer leur image de gauche, comme la dénonciation de l'extrême droite qui se sent aujourd'hui renforcée, justement grâce à la politique du PD lui-même. À la manière du PS en France l'an dernier face au FN, le PD ne se rappelle qu'il est de gauche que lorsqu'il s'en prend à l'extrême droite, après avoir pendant des années gouverné contre les classes populaires qui l'ont porté au gouvernement.

Autant dire que, si l'extrême droite devient vraiment un danger pour les travailleurs, ceux-ci ne devront pas compter pour se défendre sur les politiciens lâches et avant tout soumis aux désirs du capital.

Nadia Cantale

Inégalités dans le monde : jusqu'à l'explosion ?

Après la publication jeudi 14 décembre d'un *Rapport sur les inégalités mondiales*, le constat est accablant. Entre 1980 et 2016, la part des richesses accaparée par les 10% les plus riches a augmenté, passant de 34 à 47% aux États-Unis et au Canada, et de 33 à 37% en Europe. Les inégalités ont aussi explosé en Russie, en Chine, en Inde ou au Brésil. Le rapport montre que la pauvreté grandissante vient de l'accaparement toujours plus grand des richesses par une minorité

insatiable.

Les contributeurs de ce rapport, dont Thomas Piketty ex-soutien de Hollande, constatent que l'explosion des inégalités date des tournants politiques des années 1980, quand Thatcher en Grande-Bretagne ou Reagan aux États-Unis avaient inauguré des baisses d'impôts pour les plus riches, des privatisations, des coupes dans les services publics, tournant qui aurait ensuite gagné toute la planète. Mais les auteurs ne s'aventurent

pas à expliquer pourquoi tous les gouvernements ont mené la même politique. Le rapport s'arrête donc là où la question commence.

Ne pouvant plus augmenter ses profits par l'augmentation de la production, la bourgeoisie mondiale a commencé dans ces années-là à le faire par la destruction des conditions de vie de la population. Le capitalisme, parasite depuis longtemps, est désormais devenu cannibale.

Boris Savin

G5 Sahel: sommet pour financer la guerre

Il faut « des victoires au Sahel pour le premier semestre 2018 » : c'est l'incantation de Macron lors du sommet du G5 Sahel, réunissant une vingtaine de dirigeants au château de La Celle - Saint-Cloud, dans les Yvelines, le 13 décembre dernier.

Créé en juillet 2014, le G5 Sahel regroupe les cinq pays dans lesquels l'armée française s'est déployée pour l'opération Barkhane: le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie. Le sommet visait à créer une nouvelle force militaire à partir de mars 2018, composée de 5000 soldats venant de ces cinq pays, pour lutter contre les djihadistes qui mènent des attaques régulières dans cette zone.

Depuis l'intervention française au Mali en 2013, les groupes djihadistes qui avaient exercé une domination barbare sur les populations du nord du pays n'ont pas disparu. Au contraire, ils ont étendu leur action à toute la région. Dans ce qui ressemble de plus en plus à un enlèvement, l'impérialisme

français cherche donc à sous-traiter une partie de la défense de ses intérêts à des soldats africains.

Mais l'entretien et l'armement d'une telle troupe constitue un coût trop élevé pour les États concernés, qui en estiment le budget à 400 millions d'euros. D'autant que, si l'Union européenne a finalement accepté d'y consacrer 50 millions, l'ONU ne voit pas pourquoi elle mettrait la main à la poche pour aider la France à maintenir l'ordre dans son pré carré. Elle a juste concédé une aide logistique, les États-Unis eux-mêmes accordant 60 millions de dollars.

L'enjeu du sommet du 13 décembre était donc avant tout de trouver de l'argent. Objectif en partie



Troupes de l'opération Barkhane.

atteint, avec les promesses de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis de verser respectivement 100 et 30 millions de dollars. Que ces dictatures d'un autre âge participent à financer cette coalition en dit plus long sur cette dernière que tous les discours de Macron pour

promouvoir les valeurs et la liberté qu'elle est censée défendre. La somme atteinte ne permettrait cependant que de couvrir les frais pour un an et un autre sommet serait déjà programmé.

Derrière les mots creux de la lutte contre le terrorisme, l'impérialisme français

poursuit ses sales guerres pour continuer à piller cette région d'Afrique. Le sort des populations, terrorisées et rançonnées par les groupes djihadistes, les bandits et les soldats des armées officielles, est bien le cadet de ses soucis.

Jacques Le Gall

Ukraine: corruption et salaires de misère

Dimanche 17 décembre, des manifestants hostiles au président ukrainien Porochenko ont tenté de rallier la place de la Liberté, à Kiev, pour dénoncer la corruption du pouvoir. Une corruption qui atteint des sommets - l'Ukraine figure parmi les pays les plus corrompus au monde - au point que le FMI (Fonds monétaire international) a récemment gelé le dernier prêt promis à Kiev tant que des mesures de lutte contre la corruption ne seraient pas prises.

Cela n'en prend pas la voie, car les organismes chargés de traquer la corruption en Ukraine n'ont pratiquement pas de personnel et leurs pouvoirs, dérisoires, viennent encore d'être rognés. Et quand ils engagent des poursuites, ils sont généralement dessaisis aussitôt.

Échaudé par le succès d'une manifestation qui avait vu défiler en centre-ville des milliers d'opposants dénonçant la corruption du pouvoir une semaine plus tôt, le gouvernement avait, le 16 décembre au soir, fait boucler préventivement le Maïdan par des hommes en armes de la Garde nationale.

On aurait pu se croire revenu début 2014, au temps du « mouvement du Maïdan », quand les autorités de l'époque avaient livré la rue aux exactions de leurs sbires, dans l'espoir de briser un mouvement de rejet massif d'un pouvoir corrompu. Finalement, le président d'alors, Yanoukovitch, avait

été renversé, Porochenko et son équipe prenant sa place.

Aujourd'hui, Porochenko se voit reprocher les mêmes turpitudes que son prédécesseur. Du temps de ce dernier, il était déjà un magnat du monde des affaires. Depuis, il est devenu numéro 1 parmi les oligarques locaux, ces parasites qui, en Ukraine ou en Russie, ont amassé en peu de temps une richesse inouïe sur les ruines de l'économie soviétique, grâce à leurs appuis et à leur position dans l'appareil d'État.

Ainsi Porochenko, qui possède un empire industriel, facture la production de ses usines trois fois le prix habituel dès qu'il s'agit de commandes pour l'armée.

Chaque semaine apporte son lot de morts dans la guerre qui oppose Kiev et les paramilitaires de l'extrême droite nationaliste aux forces séparatistes soutenues par Moscou dans le Donbass. Porochenko et ses pareils, le haut encadrement de l'armée et les mercenaires qui pullulent des deux

côtés, préfèrent que se poursuive une guerre où ils ont tant à gagner.

La population a eu ces jours-ci un aperçu de ce qu'elle lui coûte. La télévision a rapporté que des civils avaient péri brûlés vifs dans un camp de réfugiés où, par un froid glacial, ils se chauffaient comme ils pouvaient dans des abris délabrés fournis par les autorités.

Alors, comment ne pas avoir la nausée, quand on voit les gens au pouvoir poser en défenseurs de la

population, tout en vivant dans des demeures de luxe à Kiev? Ou quand ces dirigeants, au train de vie de parvenus de haut vol, se flattent d'avoir doublé le salaire minimum, qui reste misérable, sans dire que c'est sous la pression gréviste?

De règle dans le textile et les secteurs à main-d'œuvre féminine, ce minimum n'atteint pas l'équivalent de 100 euros. Cela n'empêche pas le pouvoir de vouloir une réforme du Code du travail que Macron ne renierait pas.

Les autorités, leurs soutiens et les milieux d'affaires prétendent que le peu qu'il subsiste de la législation soviétique « surprotège les salariés et pénalise les employeurs »! En tout cas pas les exploiters locaux, ni certains groupes financiers ouest-européens, français en particulier, qui produisent du blé et font leur blé en pressurant une main-d'œuvre de salariés agricoles sur les riches terres noires d'Ukraine.

Pierre Laffitte

Un sauveur venu... de Géorgie?

Il est dérisoire que le mouvement qui dénonce la corruption au sommet de l'État ukrainien n'ait trouvé d'autre figure de proue que Mikhaïl Saakachvili: un politicien-aventurier comme la chute de l'URSS en a vu surgir, qui avait fini par prendre la présidence de la République ex-soviétique de Géorgie.

Ayant étudié aux États-Unis, où il avait exercé comme avocat, il avait été d'autant plus soutenu par Washington qu'il affichait son hostilité à la Russie de Poutine.

Ayant provoqué une guerre-éclair contre

celle-ci, Saakachvili l'avait perdue en même temps que son aura et la tête de l'État. Rejeté par son camp, il avait dû fuir la Géorgie, où la justice lui demandait des comptes pour des affaires d'abus de pouvoir et de pots-de-vin.

Il n'en fallait pas plus pour que le nouveau président ukrainien lui offre un poste de gouverneur d'Odessa, grand port de la mer Noire et lieu de multiples trafics. En voulant s'y imposer, Saakachvili avait piétiné les plates-bandes d'affairistes proches de Porochenko.

S'étant aliéné son protecteur, il avait fui à

l'étranger. Il vient d'en revenir pour prendre la tête de l'opposition à Porochenko, vomi par une majorité de la population. En fait, Saakachvili incarne les illusions d'une partie de la petite bourgeoisie des villes sur la possibilité de se doter d'un pouvoir honnête, démocratique, sans rien changer de notable au système, un rôle de sauveur qu'avaient tenu en leur temps d'autres affairistes aussi peu reluisants que lui: la « princesse du gaz » Youlia Timochenko, puis le « roi du chocolat » Porochenko.

P. L.

Chili : la droite remporte l'élection présidentielle

Le candidat de la droite, Sebastian Piñera, un des capitalistes les plus riches du pays, a remporté largement le deuxième tour de l'élection présidentielle chilienne avec 54,6% des voix contre les 45,4% du candidat de la coalition conduite par le Parti socialiste, Alejandro Guillier, qui ne succédera donc pas à la présidente PS sortante, Michelle Bachelet.

L'arithmétique du premier tour pouvait laisser penser que les 22% du candidat socialiste, ajoutés aux 20% de la candidate de la gauche du Frente amplio, le Front large, suffiraient à battre les 36% du candidat de la droite. Les principaux dirigeants du Frente amplio, dont leur candidate présidentielle Beatriz Sanchez, ont bien appelé à voter, à titre personnel, pour Guillier, mais ils n'ont pas forcément été suivis et surtout l'électorat de droite s'est fortement mobilisé.

D'abord, le candidat d'extrême droite du premier tour, José Antonio Kast, 7,5% des voix, s'est mobilisé pour que son électorat soutienne le candidat de droite. Kast se présente comme un fervent admirateur du général Pinochet. Et si le candidat de la droite, Piñera, se dit de la droite libérale et prétend en finir

avec les mauvais souvenirs de la dictature de Pinochet, il n'a pas dédaigné ce soutien.

Guillier, qui ne voulait pas endosser le relatif discrédit de la présidence Bachelet dans les milieux populaires et parmi la jeunesse, a axé sa campagne principalement contre la personnalité de Piñera, déjà président en 2010. Ce à quoi la droite a rétorqué en agitant l'épouvantail du moment, le Venezuela de Maduro, en pointant un risque imaginaire de «Chilezuela».

Piñera a joué sur les deux tableaux. Il a laissé dire les ultras de son camp dont certains brandissaient en public des bustes de Pinochet, tout en agitant par ailleurs quelques promesses, la gratuité des études supérieures, l'augmentation des retraites ou la réduction de la pauvreté,

pouvant séduire au-delà de la droite modérée. Mais la promesse qu'il assumera à coup sûr est celle qui concerne la baisse des impôts des entreprises, qui coïncide avec ses propres intérêts et ceux du 1% de privilégiés qui contrôle 30% des richesses du pays.

Il reste à savoir comment le nouveau président pourra gouverner. Il est vraisemblable qu'il recherche une coalition et que, comme il l'avait fait dans le passé, il s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs, maintenant l'essentiel de ce que ceux-ci avaient mis en place, de la même manière que ces derniers avaient conservé l'essentiel de ce que la dictature militaire avait imposé, notamment la privatisation d'importants secteurs comme la protection sociale ou l'éducation.

Quoi qu'il en soit, les classes populaires ne devront compter que sur elles-mêmes. Car l'aile dite de la gauche radicale, le Frente amplio, semble vouloir limiter ses interventions au Parlement et sur des sujets de société.

Jacques Fontenoy

Salvador : trente ans de prison pour une fausse couche!

Le 14 décembre un tribunal salvadorien a confirmé la peine de trente ans de prison infligée en 2008 à Teodora Vasquez, 34 ans. Son crime? Avoir fait une fausse couche.

Dans ce pays d'Amérique centrale de six millions d'habitants, la justice considère qu'une fausse couche est un homicide aggravé passible d'une peine de trente à cinquante ans de prison.

Depuis 1997, au Salvador, l'avortement est totalement interdit, quelles que soient les circonstances. Mais les peines encourues, de deux à huit ans de prison, sont plus légères que dans les cas de fausse couche.

Il y a dix ans, Teodora Vasquez, enceinte de neuf mois, était sur son lieu de travail quand elle a senti que l'accouchement se déclenchait. Elle a tenté en vain de contacter les urgences puis elle a perdu connaissance et le bébé n'a pas survécu. La police a été prévenue et, lors du premier jugement en 2008, la justice, comme elle fait souvent dans des cas similaires, a décidé qu'elle avait caché sa grossesse et qu'elle ne voulait pas de ce bébé.

En pratique, si une femme arrive aux urgences

à cause d'une fausse couche, le personnel appellera la police pour ne pas être accusé de complicité. L'AFP a recensé le cas de 26 jeunes femmes ainsi arrêtées par la police pour délit de fausse couche!

Cette affaire suscite de l'émoi. Elle est dénoncée par Amnesty International. En septembre dernier, une manifestation a été organisée pour la dépénalisation de l'avortement. Et une poignée de médecins se sont regroupés pour soutenir une députée qui tente d'obtenir une loi sur l'avortement, d'ailleurs assez restrictive, mais la perspective des élections législatives en mars prochain rend peu probable que les députés aillent dans ce sens.

Toute l'histoire du pays depuis 1931 n'est qu'une succession de dictatures, de répressions, d'exécutions. Dans un tel contexte, oser manifester pour la libération de Teodora Vasquez est d'autant plus courageux.

J. F.

Il y a 80 ans

Au temps des colonies : comment la France cherchait des champions

En décembre 1937, le journal *L'Auto* et la Fédération française d'athlétisme organisaient une mission en Afrique occidentale française (AOF). L'objectif : trouver de futurs champions.

En 1936, aux Jeux olympiques de Berlin, Hitler et les nazis avaient espéré une moisson de médailles pour les athlètes dits aryens. Patatras! Les Allemands avaient été battus par les Noirs américains Jesse Owens, quadruple médaille d'or, Archie Williams, John Woodruff, Ralph Metcalfe ou Cornelius Johnson. Il n'en fallait pas plus pour que des responsables sportifs français, ayant en vue les JO prévus à Tokyo en 1940, cherchent des champions noirs. «*Qu'attendons-nous pour rechercher dans la*



Le dispensaire de Yaoundé dans les années 1930.

brousse de nos colonies les sujets qui nous représenteront dignement [...] en attendant que la race française veuille bien consentir à s'occuper de sa propre santé?», demandait le directeur de *L'Auto*. Ce journal, fondateur du Tour de France et grand quotidien sportif de son époque, fleurait bon le colonialisme et le racisme; journal de la collaboration

pendant la guerre, il allait être fermé en 1944, étant remplacé par *L'Équipe*, qui relate aujourd'hui ce sinistre épisode.

En allant au Sénégal et au Soudan français (Mali aujourd'hui), les membres de l'expédition croyaient à la supériorité physique «*de la race noire*», dont les causes, disaient-ils, «*doivent être attribuées au*

fait que les indigènes africains sont restés plus près de la nature qu'une autre race.» Une fois sur place, les espoirs laissèrent place à la déception. À Dakar, «*1500 petits Noirs*» avaient été rassemblés dans un stade. Or, regrettait *L'Auto*, leurs qualités morales n'étaient pas celles des Blancs. «*Malgré la chaleur, le stade est grouillant de*

négrillons de tout âge, qui courent, sautent et lancent. (...) Côté vitesse, nullité absolue. Ces gosses n'ont pas, comme ceux de la métropole, l'instinct de la lutte, le besoin de courir vite, le désir d'arriver le premier.» Le journaliste notait aussi cependant qu'ils ont tous «*plus ou moins, les mollets et cuisses très grêles et les jambes en cerceau*», avant de conclure : «*La plupart des Sénégalais sont sous-alimentés, et c'est une des raisons de leur état déficient.*» La mission allait faire un constat semblable au Soudan français, à Bamako notamment.

Rentrant bredouilles en janvier 1938, les membres de la mission n'étaient pas devenus critiques de la colonisation, bien au contraire, mais plaidèrent pour que l'AOF soit mieux pourvue en... stades et pistes d'athlétisme.

Michel Bondelet

Hôpitaux de Marseille : non aux suppressions d'emplois !

Les syndicats CGT, SUD et FO ont appelé à un rassemblement le 21 décembre devant la direction de l'Assistance publique des Hôpitaux de Marseille (AP-HM) pour protester contre la vague de suppressions de postes demandée par l'État.

Le budget du CHU de Marseille supporte une dette de plus d'un milliard d'euros. L'État a annoncé qu'il conditionnerait son aide financière (250 à 300 millions d'euros) à la suppression de 800 à 1000 postes.

La dette des hôpitaux a flambé avec des emprunts, dont certains toxiques, contractés dans les années 2000. Pour la résorber, l'État ne s'en prend pas aux banques qui ont pillé les hôpitaux et les collectivités grâce à ces emprunts, mais au personnel. La seule aide que l'État propose, c'est la fermeture de lits et les suppressions d'emplois.

Et pourtant, actuellement, le manque de personnel est flagrant. Les infirmières envoyées dans un service où il y a un collègue manquant doivent repartir presque immédiatement pour boucher un autre trou. Soignants ou non, tous sont constamment appelés pendant les congés. Quand, épuisé, quelqu'un est en maladie, il n'est jamais remplacé.

Et même si la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, a déclaré le 19 décembre, sur Europe 1, ne pas toucher aux effectifs du personnel soignant, il n'en reste pas moins que les administratifs, ouvriers, ambulanciers, hommes et femmes de ménage, eux aussi, croulent sous les tâches. La prise de rendez-vous, la mise à jour des dossiers, la frappe des directives des médecins, l'envoi de courrier, ce travail

indispensable, qui va le faire? Le matériel et les bâtiments – notamment à la Timone 1 – sont déjà dans un état lamentable. Si, à nouveau, des postes étaient supprimés, qui pourrait les entretenir et les réparer? Qui remettrait en état les pieds de perfusion déglingués, les chariots brinquebalants? Qui pour entretenir les bâtiments, comme la maternité de l'hôpital de la Conception, dont le sol est pourri, les murs cloqués, la peinture écaillée? Le courrier à distribuer, les médicaments à apporter dans les services, qui va faire ce travail s'il n'y a plus personne?

Les commandes reviennent avec très peu, voire zéro produit, qu'il s'agisse de seringues, de pansements ou de produits de nettoyage. Il manque de tout.

Et cela sans compter les heures d'attente aux urgences et, ensuite, la difficulté à trouver une place dans les unités pour hospitaliser un malade.

Le professeur Rossi, président de la commission médicale de l'AP-HM, témoigne de la « *difficulté extrême des conditions de travail, où les effectifs sont en tension maximale. On est déjà à l'os, beaucoup d'équipes sont découragées.* »

Les travailleurs des hôpitaux, pour protester contre cette manière de leur faire payer la facture ainsi qu'aux patients, ont bien des raisons de se mobiliser.

Correspondant LO



La pose d'un compteur Linky.

Sous-traitants d'EDF : nouveaux compteurs et vieilles méthodes

EDF a partout confié à une cascade de sous-traitants la pose des nouveaux compteurs Linky. L'un d'entre eux, l'entreprise Phinelec, a lui-même sous-traité ce travail à une de ses filiales, OK Service, pour une partie de la Seine-Saint-Denis.

L'État et Pôle emploi ont d'abord proposé une formation qui apparaissait très insuffisante pour des travailleurs n'ayant aucune notion d'électricité et n'étant pas préparés aux risques spécifiques qu'implique la pose de compteurs. Cette formation n'offre d'ailleurs même pas l'attestation d'habilitation électrique et, de ce fait, une fois la formation délivrée, celle-ci ne permet absolument pas d'être embauché ailleurs.

Les salariés sont embauchés pour un CDD de trois ans maximum en contrats dits de chantier, que les ordonnances Macron voudraient généraliser. Le salaire est censé être de 1550 euros brut par mois

mais, pour atteindre cette somme, il y a des impératifs de rentabilité: la cadence exigée est d'un minimum de 150 compteurs par mois. Ni le temps de déplacement vers le chantier du jour, ni le temps de déplacement d'un compteur à un autre ne sont pris en compte. Le déplacement du véhicule vers les compteurs, puis entre les différents compteurs, se fait avec un équipement qui dépasse les 15 kg. Et la pression est constante, la moindre réclamation expose les salariés au licenciement. Des travailleurs se sont vus menacés de rupture de contrat pour avoir simplement réclamé le remboursement de l'équipement de sécurité qu'ils avaient entièrement

avancé.

Le rythme de travail exigé est tel qu'il est difficile de respecter l'ensemble des normes de sécurité. Et lorsqu'il y a des vérifications de sûreté des installations, elles sont souvent prétexte à sanctionner les travailleurs. Il est ainsi fréquent que les travailleurs à qui on a mis la pression pour réaliser du chiffre se voient infliger des amendes sous forme de retenue sur salaire pour non-respect d'un certain nombre de normes de sécurité. Les amendes sont de 30 euros minimum et elles peuvent aller parfois jusqu'à 600 euros, s'accompagnant de trois jours de mise à pied.

EDF comme Phinelec et OK Service présentent les Linky comme des compteurs intelligents et de nouvelle génération mais, pour les travailleurs, c'est bien la vieille exploitation.

Christian Chavaux

Abri Plus – Vaux-les-Prés : plus d'exploitation !

Située à Vaux-les-Prés, dans les environs de Besançon, l'entreprise Abri Plus loue, livre, monte et démonte des chapiteaux, du Pas-de-Calais aux Alpes-Maritimes.

Les horaires normaux des ouvriers qui restent à l'entrepôt sont déjà de 40 heures hebdomadaires, ce qui est sans compter les fréquents déplacements dans toute la France. Chaque jour ou presque, des travailleurs reçoivent des textos vers 21 heures leur demandant un déplacement dans

telle ou telle ville, départ 4 heures. Et c'est ainsi que des ouvriers enchaînent des journées qui peuvent dépasser les 15 heures. Certains cumulent ainsi plus de 60 heures voire plus de 80 heures par semaine, payées... 35 heures ! Et bien sûr, les heures supplémentaires ne sont jamais payées. Sans même

prendre en compte les déplacements, mais uniquement les horaires normaux de 40 heures, pour un ouvrier qui n'est payé que 35 heures, on arrive à près de 3000 euros dus par an.

Les horaires interminables mettent gravement en danger leur santé et leur sécurité. Certains conduisent les camions avant de monter ou de démonter les chapiteaux puis reprennent la route pour le dépôt.

Parmi les travailleurs d'Abri Plus, des ouvriers

polonais ou portugais sont logés dans l'entreprise: pas de bail de location ni de quittance de loyer, mais un acompte, retiré directement sur la paie, de 220 euros par mois pour une chambre exigüe. Récemment, le patron a « offert » une connexion Internet aux ouvriers polonais qui logent dans l'entreprise: elle leur coûtera 500 euros sur l'année!

Voler les ouvriers sur leurs heures de travail, leur faire enchaîner les heures au mépris de leur santé et

de leur sécurité, et trouver le moindre prétexte pour leur soutirer de l'argent, voilà la logique des patrons d'Abri Plus.

Alors que Macron plaide pour le droit à l'erreur des patrons dans le décompte de la durée du travail ou le respect du Code du travail, l'exemple de cette entreprise montre bien jusqu'où peut aller la délinquance patronale. Mais il n'est pas dit que les travailleurs se laisseront faire indéfiniment.

Correspondant LO

Nettoyage SNCF Paris-Nord : victoire des grévistes



Après 45 jours de grève, les salariés du nettoyage du sous-traitant de la SNCF, H. Reinier Onet ont voté vendredi la reprise du travail après avoir fait reculer cette entreprise sur de nombreux points.

Ils ont réussi à arracher le passage de tous les salariés à la convention collective manutention ferroviaire – plus avantageuse que celle du nettoyage –, l'annulation de la clause mobilité (raison du déclenchement de la grève), le maintien de l'effectif, l'augmentation de la prime de panier à 4 euros, l'intégration en CDI d'un collègue qui avait des problèmes de papiers, une prime équivalant à deux semaines de salaire et l'étalement des pertes de salaire sur six mois. Par ailleurs, l'élan de solidarité au travers des collectes compense en bonne partie les pertes de salaire. Ils ont également obtenu l'annulation de toutes les menaces de sanctions disciplinaires contre les salariés grévistes.

Pendant la grève, la SNCF et son sous-traitant

se sont renvoyé la balle, Onet prétendant, à la fin du conflit, que la SNCF lui interdisait de payer les jours de grève. Mais c'est bien la SNCF, à travers les contrats avec ses sous-traitants, qui impose des conditions de travail et de salaire toujours plus dégradées. C'est elle aussi qui a demandé l'intervention de la police pour accompagner les briseurs de grève, c'est elle enfin qui a traîné les grévistes devant les tribunaux.

Le tribunal administratif de Montreuil a d'ailleurs rejeté la plainte en référé de SNCF Mobilités et l'a condamnée à payer 500 euros à chacun des neuf grévistes poursuivis et 1 500 euros de frais de justice.

Pendant ces 45 jours et nuits de grève (les grévistes restant par petits groupes, souvent à la belle étoile

sous des températures glaciales, dans les gares principales pour dissuader les briseurs de grève), ils ont fait preuve d'une grande détermination qui a fait plier leur patron et la SNCF. Ils ont également trouvé la solidarité d'agents de la SNCF qui se sont opposés au nettoyage de leurs gares

Invités par la compagnie Jolie Môme, ils ont fêté samedi leur victoire, remerciant leurs soutiens. Ce sont surtout des femmes qui ont pris la parole, sans doute celles à qui la SNCF reprochait dans ses réquisitions « de manifester une opposition virile à permettre l'accès des gares au personnel non gréviste ».

Pour tous, un acquis tout aussi important de la grève est d'avoir permis à ces 114 salariés, qui travaillaient dispersés et ne se connaissaient pas, de former un groupe qui désormais présentera un front uni contre ses patrons.

Correspondant LO

Ryanair : la direction recule

Face aux menaces de grèves de la mi-décembre aux fêtes, Ryanair, la compagnie aérienne low cost irlandaise, a accepté de discuter avec les syndicats de pilotes de six pays où elle a des bases. Depuis sa création, Ryanair refuse au maximum de reconnaître les syndicats, préférant, disait-elle, s'adresser directement aux pilotes. Elle a donc dû en rabattre devant le mécontentement des pilotes et des passagers.

Les conditions de travail sont déplorables. La fatigue des pilotes est telle que certains s'endorment en vol. Ils subissent des sanctions pour un oui ou un non, des

pressions incessantes pour plus de rentabilité.

Sans compter qu'un grand nombre de pilotes ont un statut d'autoentrepreneur, système qui permet à Ryanair de ne pas payer de cotisations sociales.

Les bénéfices de la compagnie se sont élevés à 1,3 milliard entre le 1^{er} avril et le 30 septembre. De tels bénéfices ont été atteints par une exploitation des personnels naviguants ou au sol. Mais cette exploitation atteint ses limites : d'une part Ryanair a programmé 18 000 annulations de vols d'ici mars 2018 par manque de pilotes disponibles, en plus des 2000

déjà annulés à l'automne ; d'autre part, les pilotes s'organisent.

La pénurie de pilotes due à l'augmentation du trafic aérien et à la fuite de plusieurs centaines d'entre eux vers des compagnies concurrentes, qui offrent de meilleures conditions de travail et de salaire, ont obligé Ryanair à revoir ses méthodes à l'approche des fêtes.

Dans les airs comme dans les mines, la seule limite de l'exploitation est celle que les travailleurs parviennent à imposer.

Inès Rabah

SNCF : non aux suppressions de contrôleurs

Les cheminots de Champagne-Ardenne ont entamé lundi 10 décembre un mouvement de grève contre la suppression des contrôleurs dans les trains express régionaux (TER). Les temps forts de cette mobilisation ont eu lieu mardi 12 et surtout lundi 18 décembre : le nombre de grévistes a été de l'ordre de 75 %, entraînant l'annulation de certains trains et de nombreux retards.

Un contrôleur dans un train n'a pas pour seule fonction de vérifier les billets, il est aussi et surtout là pour garantir des conditions de transport sereines. Il est à même d'intervenir en cas d'incidents ou d'accidents, ce que ne peut pas faire le conducteur bloqué aux commandes du train. En cas d'urgence, du fait que certains tronçons sont dans des zones blanches, les passagers sont sans possibilité d'utiliser un téléphone portable. Toutes ces

missions disparaîtraient avec des contrôleurs qui ne seraient plus occupés qu'à la lutte antifraude dans des équipes mobiles de vérification.

Une telle décision de la direction régionale de la SNCF est complètement irresponsable et ne s'explique que par l'objectif de rentabilité au détriment du personnel et des usagers. Dans le même esprit, elle a décidé de supprimer des TER sur les dessertes entre Paris et Vitry-le-François, Saint-Dizier ou Reims et Laon. Les usagers de cette dernière ligne ont fait circuler une pétition demandant le maintien des contrôleurs et de la qualité du service.

La colère des cheminots est non seulement légitime mais, comme le montre la mobilisation des usagers, elle rejoint en plus la défense de l'intérêt général.

Correspondant LO

Gemalto : rachat et licenciements

La direction de Gemalto-France, qui fabrique des cartes SIM et des cartes à puce, avait annoncé le 30 novembre un plan de 288 licenciements sous prétexte que ses bénéfices prévisibles ne seraient pas aussi élevés qu'elle le souhaitait. Ils étaient tout de même de l'ordre de 300 millions d'euros et le groupe Atos offrait d'acheter l'entreprise pour 4,3 milliards d'euros. En Bourse, le cours de l'action grimpeait. Gemalto jugeait l'offre d'achat insuffisante.

C'est finalement le groupe Thales qui a racheté Gemalto pour cinq milliards d'euros. Thales, dont le capital est détenu par l'État à 25,8 % et par Dassault-Aviation pour 24,8 %, ne manque pas de ressources.

Il n'empêche que le plan de licenciements est maintenu. Le PDG du groupe Thales a déclaré : « J'accueille chaleureusement les 15 000 employés de Gemalto au sein de notre groupe », mais visiblement pas

les 288 futurs licenciés dont il est dit que « les employés concernés par le plan social bénéficient d'un accès aux bourses de l'emploi et au programme de mobilité interne de Thales ».

Loin de traverser une mauvaise passe, le groupe international Gemalto fait des bénéfices. Par une série de procédés, du fait des facturations entre les filiales, la maison-mère a fait diminuer les résultats de la filiale française pour justifier les licenciements, tout en continuant de bénéficier des quelque 14 millions d'euros annuels de crédits impôt recherche et de 1,5 million d'euros au titre du CICE.

Grâce à la loi Macron, qui ne tient pas compte des résultats de l'ensemble du groupe mais uniquement des résultats de sa filiale française, le groupe a les mains libres pour effectuer ces 288 licenciements. Les actionnaires pour leur part voient leurs dividendes augmenter de 6 %.

Correspondant LO

Les Parentèles – Reims : lutte pour les salaires

Les salariés des Parentèles, à Reims, maison de retraite pour personnes âgées atteintes d'Alzheimer, ont fait grève lundi 11 et mardi 12 décembre pour une augmentation uniforme de 100 euros pour tous.

Ce mouvement d'une heure par jour était une première, dans cet établissement qui compte 66 salariés. Les salaires net pour les auxiliaires de vie et les aides-soignants se situent aux environs de 1300 ou 1400 euros. Au cours des semaines précédentes, une pétition avait été signée par les deux tiers du personnel pour une revalorisation des salaires et une amélioration des conditions de travail. Face à la mobilisation d'une majorité des équipes présentes, la direction des Parentèles a fait appel à un huissier pour demander à chacun s'il était gréviste ou non, mettant ainsi sous pression les salariés.

La direction ne s'est pas arrêtée là, en affichant dès la deuxième journée un courrier de trois pages insistant sur le fait qu'une grève pouvait avoir des conséquences sur la prise

en charge des patients et que « les salariés grévistes doivent être vigilants à ce que l'exercice de leur droit de grève dans l'entreprise ne soit pas constitutif d'un abus apportant un trouble manifestement illicite à la résidence ».

Pour répondre à un journaliste du quotidien régional qui l'interrogeait sur le taux élevé d'arrêts et d'accidents du travail, de plus de 40% du personnel entre janvier et avril derniers, la direction a trouvé une explication : « Face à un public Alzheimer qui est très vulnérable, ne pas venir avec ses microbes pour une journée, même si ce n'est qu'un rhume, c'est du professionnalisme. » Elle semble ainsi vouloir se montrer solidaire du personnel mais, en réalité, c'est un moyen de faire oublier les vraies raisons des arrêts : conditions de



travail considérablement durcies ces dernières années du fait des sous-effectifs, nombreux accidents, problèmes de dos ou burn-out. Une salariée résumait ainsi la situation : « Lever, préparation du petit-déjeuner, petit-déjeuner, déjeuner, placement à table, animations, change, linge, manucure, nettoyage des toilettes et depuis peu on doit sortir les poubelles. » Une autre ajoutait : « Même les protections sont comptabilisées et il faut, selon la direction, qu'elles durent au moins

6 heures ou qu'elles soient fortement souillées pour que l'on puisse les changer. » Un autre concluait : « On n'est pas à l'usine, on travaille avec des humains. »

En réponse à l'article relatant la grève, un démenti inspiré par la direction a été publié le lendemain, prenant la défense de l'entreprise et remettant en cause l'action de la CGT tout en essayant de diviser les travailleurs. Il faut dire que, ce jour-là, avait lieu le repas de Noël et que la direction devait se justifier

devant les familles des patients.

Toutes ces manœuvres et intimidations permettent de juger l'attitude de la direction des Parentèles qui par ailleurs est poursuivie aux Prud'hommes pour discrimination syndicale et délit d'entrave. En participant à la grève et en signant la pétition, les travailleurs ont montré qu'ils étaient bien décidés à se faire respecter et à défendre leur dignité comme celle des patients!

Correspondant LO

CHU – Toulouse : salariés en grève



Depuis plusieurs semaines, des mouvements de grève ont lieu au CHU de Toulouse dans différents secteurs de l'hôpital, pour de meilleurs salaires et des embauches.

Au pôle Ressources matérielles, les agents du service transports-prélèvements se mobilisent depuis le 16 octobre et enchaînent rassemblements, débrayages et journées de grève. Ce sont eux qui réceptionnent, acheminent et livrent les prélèvements ou des produits médicaux dans les différents services et sites hospitaliers du CHU. Ils doivent slalomer entre les voitures sur la rocade et répondre aux appels insistants de l'encadrement, tout en respectant le Code de la route. Car s'il y a une contravention, c'est pour leur pomme. Et les salaires sont parmi les plus bas de l'hôpital. Ils réclament des

avancements, une prime de risque, la stagiairisation de tous les CDD et le renforcement d'un poste par équipe.

Depuis le mercredi 6 décembre, la quasi-totalité des soignants du service de pédopsychiatrie se sont mis en grève. Les effectifs sont insuffisants en temps normal pour s'occuper correctement d'adolescents souffrant de troubles sévères, et plusieurs soignants en arrêt maladie ne sont pas remplacés. Alors qu'il manque quatre postes sur le service, la direction ne propose que le renfort d'un soignant, et encore temporairement.

Pour remplacer les grévistes, la direction fait appel à des intérimaires ou à

des CDD d'autres services, ce qui n'est pas du tout adapté au suivi de jeunes en souffrance. Quant au service du transport des prélèvements, la direction a carrément fait appel à une société privée.

Alors, depuis le 11 décembre, tous les matins, les grévistes occupent ensemble les principales entrées de l'Hôtel-Dieu, où se trouvent les locaux de la direction, avec tente, drapeaux et musique. Et le lundi 18 décembre ils ont été rejoints par les travailleurs du service informatique.

Le gouvernement continue à supprimer des milliers d'emplois dans les hôpitaux, aggravant partout les conditions de travail et de soins. Les grévistes ont bien raison de ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Le Mans : colère des aides à domicile

Lundi et mardi, une bonne partie des aides à domicile de l'agence Amapa du Mans était en grève contre les nouveaux calculs de temps de trajet que veut leur imposer leur nouveau patron.

Alors que jusque-là le temps de trajet entre deux domiciles où elles intervenaient était pointé entre le moment où elles quittaient un domicile et celui où elles arrivaient au domicile suivant, le nouveau mode de calcul compte le temps de trajet selon l'estimation du site Mappy, qui ne tient pas compte des embouteillages, du temps perdu à chercher une place en ville, etc.

Alors bien sûr cela donne des temps de trajet largement sous-estimés. Si les aides à domicile d'Amapa ont appris ce nouveau mode de calcul depuis quelques semaines, leur patron, lui, l'utilise depuis janvier 2017. Il essaye ainsi de leur voler un paquet d'heures complémentaires et supplémentaires qu'il doit leur payer au 31 décembre.

Ainsi des travailleuses qui avaient une trentaine, voire quatre-vingt heures supplémentaires à se faire régler sur l'année, se retrouvent avec des compteurs négatifs... jusqu'à 160 heures pour certaines.

Autant d'heures travaillées qui leur sont volées!

Or cette attaque s'ajoute à des conditions de travail déjà intenable : des plannings changeant chaque semaine, des coups de fils continus pour intervenir à n'importe quel moment chez les personnes, etc. Cela se traduit par des journées à rallonge, au point que beaucoup de salariées qui sont à temps partiel se retrouvent à faire des semaines de 35 heures. Il faut ajouter à cela qu'on leur demande de faire des services, comme la toilette, alors qu'elles n'ont ni la formation ni surtout la rémunération qui y correspond. Aussi un grand nombre d'entre elles sont épuisées.

Avec de telles conditions de travail pour un salaire horaire au smic, il fallait bien que la colère éclate. Et c'est pour montrer leur ras-le-bol qu'elles ont décidé de se mettre en grève pour deux jours. Leur patron n'a sûrement pas fini d'entendre parler d'elles.

Correspondant LO

La Poste : cinq jours de grève à Saint-Nazaire

Du lundi 11 au vendredi 15 décembre, les facteurs de Saint-Nazaire et des communes voisines de Pornichet, Montoir-de-Bretagne et Saint-Joachim se sont mis en grève : le site de distribution de Saint-Nazaire va fermer en février 2018.

À cette date, la direction veut imposer une nouvelle dégradation des conditions de travail. Une partie des facteurs devront effectuer une pause en milieu de tournée (la pause dite méridienne), et terminer plus tard dans la journée. Mais, comme la charge de travail augmente sans cesse, il y a fort à parier que, pour finir dans les horaires prévus, cette pause devra être zappée, et il n'y aura que l'horaire de fin beaucoup plus tardif qui sera effectif. D'autant que toute cette restructuration prévoit une vingtaine de suppressions d'emplois sur l'ensemble de la zone.

Au cours de cette grève, s'est exprimé le ras-le-bol des dépassements d'horaires non payés, des tournées qui deviennent de plus en plus chargées, notamment avec la montée en puissance des petits colis et des nouveaux services facteurs ; par exemple, la

distribution de catalogues avec remise commentée, ou le service qui consiste à veiller sur les parents des usagers, etc. Et cela ne va pas s'arranger avec la nouvelle réorganisation, puisque le nombre de tournées va diminuer. Du fait de ce redécoupage, il est envisagé qu'une partie des facteurs devrait effectuer les opérations de tri avec un casque audio sur la tête, censé être une aide, mais qui sera surtout une aide pour la direction dans sa volonté d'intensifier l'exploitation. Ce sont des méthodes déjà en œuvre chez Lidl ou Amazon, avec peut-être l'intention de la direction d'en faire la règle pour l'avenir.

Et tout cela en moins de deux mois, puisque rien n'a été préparé!

Après cinq jours de grève, la mobilisation a réussi à contrecarrer quelques sales coups prévus par La Poste : elle a



Le piquet de grève à la Poste de Saint-Nazaire.

reculé en partie sur la sécabilité (la possibilité de rajouter une ou deux rues supplémentaires à une tournée pour pallier le manque de personnel), ou sur l'attribution à sa guise du jour de repos hebdomadaire en fonction du trafic. Un samedi sur deux de repos a été imposé, et deux jeunes agents sont sortis de la précarité en passant en

CDI. Mais les suppressions d'emplois sont maintenues et ce n'est pas l'embauche de trois CDI intérim qui palliera le déficit évident de personnel.

Malgré tout, la mobilisation a montré que l'on peut faire reculer la direction. Des liens de solidarité se sont tissés, même au-delà du milieu de La Poste, car les discussions ont été

nombreuses pendant la semaine avec la population, avec les ouvriers du chantier voisin en construction, au cours des manifestations au marché, dans les rues de Saint-Nazaire ou en allant rendre une visite de soutien au personnel de l'hôpital, en lutte lui aussi contre l'insuffisance des effectifs.

Correspondant LO

Coup de colère à Rennes

Les collecteurs du courrier d'entreprise de la PIC (plate-forme industrielle du courrier) de Rennes se sont mis en colère et ont arrêté le travail en début d'après-midi vendredi 15 décembre

Dans ce service, les tournées sont de plus en plus rallongées par manque d'effectifs. Il y aurait bien des travailleurs intéressés pour y être recrutés, des postiers volontaires pour y être mutés mais, par volonté

d'économies, les patrons de La Poste se contentent de prendre des intérimaires au jour le jour. Ceux-ci apprennent une tournée rapidement, parfois pour un ou deux jours de contrat! À la fin de leur mission, on leur demande de former un nouvel intérimaire, qui prendra leur place le lendemain. Et tout ça sans espoir d'être recruté en CDI. À cela s'ajoute la pression d'une partie de l'encadrement, les remarques désobligeantes

en cas de retard de la tournée, les convocations pour un oui ou un non dans le bureau.

Pendant trois quarts d'heure, un cadre bien embarrassé a dû écouter les releveurs de courrier exprimer leur mécontentement. La direction est prévenue : si rien ne s'arrange, la colère pourrait bien se rallumer.

Correspondant LO

Finances publiques du Val-d'Oise : une action réussie

Le 11 décembre, une cinquantaine d'employés des finances publiques de plusieurs centres du Val-d'Oise, Garges, Cergy, Ermont et Saint-Leu, se sont rassemblés dans le patio de l'immeuble Le Montaigne à Cergy, où devait se tenir une réunion avec la direction. Ils entendaient manifester leur mécontentement suite à l'annonce d'une réorganisation de plusieurs services.

À l'horizon de septembre 2018, les services de fiscalité des entreprises du centre des finances publiques (CFP) de Garges seraient déménagés au CFP de Saint-Leu. Cette réorganisation aboutirait à ce que les employés concernés changent de lieu de travail ou d'activité. Par exemple, à ceux de Garges la direction imposerait d'aller travailler à Saint-Leu-la-Forêt, qui se trouve à une bonne demi-heure en voiture. À moins qu'ils se forment à la fiscalité des particuliers, alors qu'ils sont spécialisés dans celle

des entreprises, ce qui n'a pas grand-chose à voir.

Le 11 décembre, la direction devait annoncer officiellement ses projets aux représentants du personnel. La cinquantaine de participants au rassemblement ont décidé de monter à l'étage et d'envahir la salle de la réunion, où les représentants du personnel ont lu des déclarations de soutien aux employés en colère. Les réponses de la directrice n'ont convaincu personne.

Au bout d'une demi-heure, les syndicats ont suivi les employés qui quittaient la salle, provoquant ainsi le report de la réunion à la semaine suivante. Bien que les manifestants n'aient pas obtenu le retrait des projets de la direction, ils étaient satisfaits de s'être opposés collectivement à la direction, d'autant que cette action a ravivé la solidarité entre les employés et entre les différents sites du département.

Correspondant LO

Inspectrice du travail menacée : l'administration a reculé

Le 14 décembre, une inspectrice du travail était convoquée devant une commission disciplinaire. Elle avait été mise à pied un mois plus tôt pour faute grave et était menacée de révocation. Le ministère du Travail lui reprochait une dénonciation en public de la politique du gouvernement. Militante syndicale, elle avait répondu aux questions d'un journaliste à la fin d'une manifestation.

Les syndicats CGT, FSU, SUD et CNT appelaient à un rassemblement de protestation, le jour même, contre cette menace de

sanction. Plusieurs organisations politiques, FI, PCF, NPA et Lutte ouvrière, se sont jointes à ce rassemblement.

Dans leurs prises de parole, les intervenants ont dénoncé les attaques dont sont victimes les inspections du travail, dont certaines sont menacées d'être purement et simplement rayées de la carte, ce qui rendra plus difficile pour des salariés de faire valoir leurs droits face à leur patron. Cela va dans le même sens que les mesures qui compliquent la présentation de dossier aux Prudhommes et ont un effet

dissuasif pour les salariés.

Le conseil de discipline a finalement décidé 15 jours de suspension avec sursis, comme le demandait l'administration. La légèreté de la sanction a été perçue comme une conséquence de la mobilisation. Les syndicats ont l'intention d'intervenir maintenant pour qu'elle soit complètement abandonnée.

En tout cas, ce nouvel épisode montre que ce gouvernement au service du patronat cherche à étouffer la voix du monde du travail.

Jacques Fontenoy

Un espoir toujours vivant

Avec ce numéro s'achève la série d'articles s'appuyant sur des extraits de témoignages et d'écrits de révolutionnaires, pour essayer de rendre compte de l'exceptionnelle intensité de la lutte de classe qui a mené, il y a cent ans, la classe ouvrière au pouvoir en Russie.

La lutte des classes, les transformations sociales en Russie et les répercussions de la révolution d'Octobre pour les prolétaires et les exploités du monde entier ne s'arrêtèrent évidemment pas à la fin de l'année 1917. Une vague révolutionnaire prolétarienne déferla sur l'Europe et le monde. Et nous reviendrons sur ces événements à l'occasion d'articles anniversaires.

Cette époque de révolutions n'aboutit pas au renversement du capitalisme. Et, même si la bourgeoisie ne réussit pas à reprendre pied en Russie, le reflux révolutionnaire fut une des raisons de la dégénérescence bureaucratique de l'État issu de la révolution de 1917.

En novembre 1932, Trotsky, expulsé d'URSS par la bureaucratie stalinienne, devait mener son combat contre celle-ci et pour la révolution mondiale hors d'URSS, mais toujours en lien avec les militants de l'Opposition de gauche soviétique. Assigné à résidence en Norvège,

il avait obtenu des autorités de ce pays de pouvoir accepter l'invitation d'étudiants social-démocrates danois lui demandant de venir faire à Copenhague une conférence pour les quinze ans de la Révolution russe.

En guise de conclusion de notre série d'articles, nous en reproduisons un extrait.

« Chaque homme avec une expérience de la vie peut éveiller dans sa mémoire l'image d'un adolescent quelconque connu de lui qui – impressionnable, lyrique, sentimental enfin – devient plus tard, d'un seul coup, sous l'action d'un fort choc moral, plus fort, mieux trempé et n'est plus à reconnaître. Dans le développement de toute une nation, la révolution accomplit des transformations morales du même genre.

L'insurrection de Février contre l'autocratie, la lutte contre la noblesse, contre la guerre impérialiste, pour la paix, pour la terre, pour l'égalité nationale, l'insurrection d'Octobre, le renversement de la bourgeoisie et

des partis qui tendaient aux accords avec la bourgeoisie, trois années de guerre civile sur une ceinture de front de 8000 kilomètres, les années de blocus, de misère, de famine et d'épidémies, les années d'édification économique tendue, les nouvelles difficultés et privations : c'est une rude, mais bonne école. Un lourd marteau détruit le verre, mais il forge l'acier. Le marteau de la révolution forge l'acier du caractère du peuple.

« Qui le croira ? » On devait déjà le croire. Peu après l'insurrection, un des généraux tsaristes, Zaleski, s'étonnait « qu'un portier ou qu'un gardien devienne d'un coup un président de tribunal; un infirmier, directeur d'hôpital; un coiffeur, dignitaire; un enseigne, commandant suprême; un journaliste, maire; un serrurier, dirigeant d'entreprise ».

« Qui le croira ? » On devait déjà le croire. On ne pouvait d'ailleurs pas ne pas le croire, tandis que les enseignes battaient les généraux, le maire, autrefois journalier, brisait la résistance de la vieille bureaucratie, le lampiste mettait de l'ordre dans les transports, le serrurier, comme directeur, rétablissait l'industrie.

« Qui le croira ? » Qu'on tente seulement de ne pas le



Trotsky lors de la conférence de Copenhague, en novembre 1932.

croire.

Pour expliquer la patience inhabituelle que les masses populaires de l'Union soviétique montrèrent dans les années de la révolution, nombre d'observateurs étrangers font appel par ancienne habitude à la passivité du caractère russe. Anachronisme grossier ! Les masses révolutionnaires supportèrent les privations patiemment, mais non passivement. Elles construisent de leurs propres mains un avenir meilleur et elles veulent le créer à tout prix. Que l'ennemi de classe essaie seulement d'imposer à ces masses patientes du dehors sa volonté ! Non, mieux vaut qu'il ne l'essaie pas !

Pour conclure, essayons de fixer la place de la révolution d'Octobre, non

seulement dans l'histoire de la Russie, mais dans l'histoire du monde. Pendant l'année 1917, dans l'intervalle de huit mois, deux courbes historiques se rencontrèrent. La révolution de Février – cet écho attardé des grandes luttes qui se sont déroulées dans les siècles passés sur les territoires des Pays-Bas, d'Angleterre et de France, de presque toute l'Europe continentale – se lie à la série des révolutions bourgeoises. La révolution d'Octobre proclame et ouvre la domination du prolétariat. C'est le capitalisme mondial qui subit sur le territoire de la Russie sa première grande défaite. La chaîne cassa au plus faible maillon. Mais c'est la chaîne, et non seulement le maillon, qui cassa. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: La Galiote Prenant, 70 à 82 rue Auber, 94400 Vitry-sur-Seine – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) – Dépôt légal décembre 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte Ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte Ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an.

Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière,

En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE

BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Millas : passages à niveau meurtriers

Cinq jours après la collision survenue le jeudi 14 décembre entre un TER et un car scolaire à Millas, dans les Pyrénées-Orientales, le bilan était très lourd : six enfants morts, dix-sept blessés, dont cinq collégiens dont le pronostic vital était encore engagé.

La collision s'est produite à un passage à niveau, l'un des 15 000 répartis sur l'ensemble du territoire. Les versions étaient contradictoires. Certains témoignages, dont celui de la conductrice du car, elle-même hospitalisée, affirment que les barrières étaient relevées, tandis que ceux relayés par la SNCF indiquent qu'il n'y aurait eu aucune défaillance du passage à niveau. Une enquête doit permettre de retracer les circonstances exactes de la catastrophe.

La SNCF a coutume d'incriminer l'inconscience des usagers, responsables selon elle de 98 % des accidents aux passages à niveau. Mais la véritable responsabilité est tout d'abord dans l'existence même des passages à niveau et dans leur niveau de sécurité. Plus d'une centaine de collisions se produisent et entraînent une trentaine de morts chaque année.

En juin 2008, une catastrophe similaire à Allinge, en Haute-Savoie, avait coûté la vie à sept enfants. Lors du procès de cet accident, RFF et SNCF avaient été condamnés pour ne pas avoir pris les dispositions

suffisantes au regard de la dangerosité de ce passage à niveau. En effet, si une voiture met 80 mètres à s'arrêter à 100 km/h, un train a besoin, lui, d'un kilomètre. Le conducteur du train est donc incapable de freiner à temps s'il constate visuellement un obstacle ou un véhicule sur la voie. Il avait donc été décidé d'installer des détecteurs d'obstacle aux passages à niveau mais, près de dix ans après cet accident, le projet est toujours au stade de l'expérimentation.

Comme le reste du réseau, les passages à niveau nécessitent un entretien et une surveillance permanents. Mais les suppressions d'emplois ont là aussi entraîné une dégradation de la maintenance. Ainsi,

Un Vert dans le fromage

Depuis qu'a été rendu public le patrimoine des ministres, le vert de l'écologiste Nicolas Hulot a tendance à pâlir.

On se souvient qu'à l'époque où il était animateur télé Hulot partait à la rencontre de la nature en hélicoptère. À présent, le multimillionnaire possède

sur des passages à niveau voisins de Millas, de nombreux témoignages ont fait état de dysfonctionnements répétés des barrières, des feux de signalisation. Et, dans bien des cas, l'existence même de passages à niveau est une aberration : ils devraient être supprimés et remplacés par des ouvrages d'art, ponts, tunnels ou dérivation.

Mais cela représente 3 à 15 millions d'euros par passage à niveau. Or seulement 40 millions ont été investis en 2017 dans la suppression des passages à niveau ou leur sécurisation. Résultat : seuls cinq passages à niveau seront supprimés en 2017, et 167 seront sécurisés. Une goutte d'eau.

Il avait fallu la catastrophe d'Allinge pour que le passage à niveau en question soit supprimé. Combien faudra-t-il de nouvelles catastrophes pour réaliser les travaux nécessaires ?

Christian Bernac



Lait contaminé : Lactalis mis en cause

Plusieurs cas de nourrissons atteints de salmonellose ont obligé, début décembre, le groupe Lactalis à retirer du commerce plusieurs millions de boîtes de lait destinées à la vente en France et ailleurs en Europe.

Le géant du lait a annoncé avoir arrêté vendredi 8 décembre la production de laits infantiles dans son usine de Craon en Mayenne. Le ministre de l'Économie,

Bruno Lemaire, a haussé le ton, en déclarant mardi 12 décembre : « Lactalis ne nous a pas donné les garanties suffisantes. » Mais il n'a pris aucune sanction contre le groupe laitier.

Lemaire parle avec des trémolos dans la voix de la « santé des bébés français ». Mais on peut être sûr que ce qu'il soignera avant tout, ce sont les intérêts du géant laitier.

P.R.

Afrique du Sud : l'ANC change de dirigeant, pas de politique

La conférence de l'ANC a désigné le 17 décembre Cyril Ramaphosa comme son dirigeant pour les cinq prochaines années. Il est désormais presque certain qu'il sera le candidat de l'ANC à l'élection présidentielle de 2019. Or, depuis la fin du régime de ségrégation raciale de l'apartheid, en 1994, c'est l'ANC, le parti de Mandela, qui a remporté toutes les élections. Ramaphosa a ainsi bon espoir de remplacer bientôt Jacob Zuma à la présidence.

Sous l'apartheid, l'avocat Ramaphosa, après avoir été le dirigeant du syndicat des mineurs, devint le premier secrétaire général de la centrale syndicale Cosatu, qui mena la grève générale des mineurs en 1987. Quand le régime fut sur le point de changer et que la bourgeoisie blanche, gardant tous ses privilèges économiques, se résigna à laisser l'ANC assumer le pouvoir politique, Ramaphosa en devint le secrétaire général.

En 1997, après avoir été battu lors de la bataille

interne à l'ANC pour la succession de Mandela, il se lança dans les affaires et, grâce à ses appuis politiques, il s'enrichit au point de posséder aujourd'hui la deuxième fortune d'Afrique du Sud.

L'ANC, même s'il s'est appuyé sur la mobilisation de la classe ouvrière noire pour arriver au pouvoir, puis s'y est maintenu grâce aux votes populaires à toutes les élections depuis vingt-trois ans, a servi de couveuse pour favoriser l'émergence d'une moyenne et même d'une

grande bourgeoisie noire aux côtés de la bourgeoisie blanche. C'est ainsi que les sacrifices que leurs luttes déterminées ont valus aux mineurs sous l'apartheid ont abouti à ce qu'un dirigeant syndical comme Ramaphosa devienne un actionnaire important de la grosse compagnie minière Lonmin, et l'un des principaux responsables du massacre des 34 mineurs de Marikana en 2012, ayant utilisé son influence à la tête de l'État pour que la police réprime sauvagement les grévistes.

À défaut de pouvoir et surtout de vouloir permettre aux classes populaires noires d'échapper à la misère et à l'exploitation, l'ANC a fait émerger des « diamants noirs », c'est-à-dire un patronat noir. C'est au fond la politique des nationalistes, à laquelle le Parti communiste et le syndicat Cosatu, dont la fonction

est de tromper la classe ouvrière, participent.

Au pouvoir depuis 1994, l'ANC s'est usé. La classe ouvrière subit un chômage massif, officiellement de 30%. Les inégalités sociales en Afrique du Sud ne sont pas moindres que sous l'apartheid, plus de la moitié de la population vivant sous le seuil de pauvreté.

Les scandales de corruption se succèdent, l'actuel président Zuma étant personnellement éclaboussé par son favoritisme intéressé en faveur d'une famille de patrons, les Gupta. Zuma espérait d'ailleurs que son ex-femme, Nkosazana Dlamini-Zuma, plusieurs fois ministre, serait choisie pour lui succéder et, au passage, lui assurer l'impunité quand il aurait quitté le pouvoir. Mais le président semble trop affaibli pour imposer son choix à l'ANC.

L'ascension de Ramaphosa est une tentative de

la part de l'ANC de faire peau neuve sans effrayer le moins du monde la classe patronale. Au contraire, celle-ci attend beaucoup de celui qui parle d'attirer les investissements étrangers en baissant le « coût » du travail, c'est-à-dire les salaires, et en allégeant le droit du travail.

L'envolée du rand, la monnaie sud-africaine, le lendemain du congrès de l'ANC reflète la satisfaction de la bourgeoisie sud-africaine devant le succès de l'un des siens, Ramaphosa. Le slogan du congrès appelant au « renouvellement et à l'approfondissement des transformations socio-économiques » ne trompe pas les classes privilégiées.

Quant aux classes populaires, il n'est pas dit que l'ANC pourra encore longtemps les bernier avec de tels slogans.

Lucien Déroit